



SAHARA

INFO

Bulletin de l'Association des Amis de la
République Arabe Sahraouie Démocratique
B.P. 244 - 75227 PARIS CEDEX 05
C.C.P. : 19303 94 K PARIS

N° 66-67

JUIN
à DÉCEMBRE 1983

Prix : 8 F

Commission paritaire n° 58229

VICTOIRE POUR LE PEUPLE SAHRAOUI A L'O.N.U.

La Résolution adoptée par consensus



Dans ce numéro :
Interview de Bechir
Mustapha Sayed,
membre du comité
exécutif du Front
Polisario

Qui est derrière Sahara Info ?

Présidence de l'association : Alain Benlezar, Jacques Blache, Didier Cadin, Paul Chomat, Denise Duboscq, Victor Leduc, Marcel Omet, Bernard Parmanier.

Président : Thomas Jallaud.

Secrétaire général : Daniel Pipard.

Comité de rédaction : Didier Cadin, Benoît Deck, Lucien Hanoun, François Lançon, Jean-Pierre Martinaud, Jean-Paul Meyer, Philippe Riché.

Sommaire

Éditorial	2
Le point avec le Représentant en France du Front Polisario	3
Résolution O.N.U.	4
Interview de Bechir Sayed	5
Le Maroc après Addis Abeba	6
Rapport de la mission des juristes ...	8
Activité des comités	10
Le point avec le comité de la Sarthe ..	11
Des petits Sahraouis en Bretagne	15
Les festivités du 20 mai 1983	16
La politique américaine au Sahara Occidental	17
Le mois au Sahara	22
La résolution de l'Assemblée générale de l'O.U.A.	24

QUELQUES ACTIVITÉS 1984 AUXQUELLES VOUS POUVEZ PARTICIPER

- * Équipement du Centre de Formation Professionnelle.
- * Création d'une Section Parisienne de l'Association.
- * Renforcement de l'équipe de Sahara-Info.
- * Participation au travail du Département Relations Extérieures.

Pour plus amples renseignements, vous pouvez joindre l'Association les mardi, jeudi et vendredi au 329.84.55.

ÉDITORIAL

Pour la première fois depuis qu'a éclaté en 1975 le conflit opposant le Maroc au Front Polisario, l'Assemblée générale de l'O.N.U. vient d'adopter par consensus la résolution sur le Sahara occidental. Cette dernière reproduit intégralement la résolution du 19^e sommet de l'O.U.A., réuni en juin de cette année à Addis Abéba, également adoptée par consensus. Il s'agit là d'une très importante victoire du peuple sahraoui, ceci pour plusieurs raisons :

- 1) Elle traduit l'évolution de la communauté internationale sur la question sahraouie ; en effet, il y a encore un an, l'ensemble de l'Europe occidentale, les États-Unis, l'Union soviétique, pour ne citer que quelques pays, s'abstenaient lors du vote à l'O.N.U. qui rassemblait en faveur des Sahraouis environ 80 pays. Aujourd'hui, tous reconnaissent le bien fondé de la lutte dirigée par le Front Polisario.
- 2) En « exhortant le Maroc et le Front Polisario à entreprendre des négociations directes », cette même communauté internationale désigne très clairement les deux parties en conflit, prenant ainsi à contre-pied le Maroc qui persiste à ne voir dans le « Front Polisario qu'un ramassis de mercenaires financés par l'Algérie » !
- 3) La solution proposée pour un retour à la Paix est très claire : référendum d'autodétermination sous contrôle de l'O.N.U. et de l'O.U.A., sans aucune contrainte militaire ou administrative sur les électeurs appelés à se prononcer.
- 4) La communauté internationale a rendu hommage à la maturité politique des dirigeants Sahraouis qui ont su retirer « provisoirement » la R.A.S.D. du dernier sommet de l'O.U.A. afin que ce dernier puisse se réunir.
- 5) Enfin, en tant que Français, nous devons nous féliciter du vote français à l'O.N.U., et du rôle joué par notre Gouvernement pour réaliser les conditions de ce consensus.

Et maintenant ? Une telle résolution va-t-elle être opératoire en favorisant l'ouverture de négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc, préalable indispensable à l'organisation d'un référendum ?

Si une telle résolution représente un très important acquis pour le Front Polisario, sur lequel il va pouvoir s'appuyer pour son action diplomatique à venir, l'histoire de ces dix dernières années — et les événements dramatiques qui secouent le Moyen-Orient sont là pour nous le rappeler — nous démontre que sans la volonté politique de ceux qui sont partie prenante d'un conflit, aucune discussion ne peut s'engager et aboutir.

C'est d'ailleurs ce que vient de rappeler la monarchie marocaine. Obligée de voter la résolution de l'O.N.U., sous peine d'être seule à voter contre, soulignant ainsi un peu plus son isolement, elle a tout de suite après déclaré qu'elle ne voulait pas négocier et organiserait le référendum comme bon lui semblerait. Pour donner plus de poids à cette démarche, le nouveau gouvernement marocain est composé, entre autres, des six principaux leaders des partis politiques marocains, qui se retrouvent ainsi pieds et poings liés aux décisions du Roi.

Il est vrai que ce dernier a besoin de faire accepter par la population les nouvelles mesures d'austérité et les nouvelles morts de soldats que vont provoquer la poursuite de la guerre. Telle va être dorénavant le rôle de Monsieur Bouabib (U.S.F.P.) et consorts.

Le chemin de la Paix est encore long. Il faut le savoir pour prendre la mesure du travail qui attend l'Association.

Le Front Polisario, dans une période de relance de ses activités militaires au cours desquelles il a réussi, cet automne, à percer le système de défense du « Mur », attend beaucoup de nous, et de la France. C'est pourquoi nous vous appelons, outre votre réadhésion pour l'année 1984, à nous rejoindre pour participer à des activités pour lesquelles nous sommes toujours en nombre insuffisant. Merci.

Thomas JALLAUD



Le point avec le représentant du Front Polisario en France

HASSAN II DOIT MAINTENANT CHOISIR ENTRE LA PAIX POUR DURER OU LA GUERRE POUR PRÉCIPITER SA CHÛTE

Depuis le dernier numéro de Sahara Info, plusieurs événements ont eu lieu, en ce qui concerne le combat libérateur du peuple sahraoui.

La commémoration du X^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée (20 mai) a été en quelque sorte le coup d'envoi pour une nouvelle étape, plus avancée, du combat de notre peuple. De nombreux bonds qualitatifs ont été enregistrés tant sur le plan politique intérieure (recrudescence de la mobilisation des masses) que sur les plans diplomatique et surtout militaire.

Au niveau politique intérieure

La célébration du X^e anniversaire du Front Polisario révélait le très haut degré de mobilisation des masses et, partout la volonté et la force de notre peuple de continuer, sans relâche, en l'intensifiant sans cesse, sa lutte armée de libération nationale contre les forces marocaines d'agression, concrétisant ainsi sa volonté et sa détermination de traduire en réalité le mot d'ordre du 5^e Congrès du Front Polisario : « Toute la Patrie ou le Martyre ».

La mobilisation est générale : des cellules aux Comités, des daïra (communes) aux Wilaya, dans toutes les institutions de l'État... bref, partout. C'est ainsi notamment que la rentrée pour l'année scolaire actuelle s'est effectuée dans de très bonnes conditions avec de bons résultats.

Au niveau diplomatique

L'événement majeur était le XIX^e Sommet de l'O.U.A. qui s'est tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) et qui a adopté à l'unanimité une résolution enfin claire et précise. Un comité de mise en œuvre, chargé de l'application de cette résolution, a été constitué, présidé par le Président en exercice de l'O.U.A. l'éthiopien Mengistu Haïlé Mansem. Il s'est réuni le 21 septembre dernier à Addis-Abeba, après avoir visité plusieurs capitales (Paris, Dakar, Conakry, Alger, HAUZA (R.A.S.D.) et Rabat) et invité à une réunion les deux parties en conflit, à savoir le Maroc et la R.A.S.D., pour que celles-ci négocient le cessez-le-feu et déterminent ses conditions ainsi que celles du référendum, conformément à la résolution du XIX^e Sommet de l'O.U.A. Si le Maroc a accepté de répondre à l'invitation du Comité, il a cependant rejeté, à la surprise de tout le monde, la formule de compromis élaborée par le Comité africain : les deux parties négocient en présence dudit comité. En ce faisant le Maroc a dévoilé ses véritables intentions bellicistes, son désir et sa volonté de prolonger la guerre, son refus de la paix.

Le Front Polisario qui considère la résolution de l'O.U.A. comme un plan de paix tout à fait valable et qui a accepté la formule proposée par le Comité a, devant l'attitude rebelle du Maroc, pris toute la communauté internationale à témoin. Car, au peuple Sahraoui, il ne reste qu'un seul

choix : la lutte armée qui seule a été jusqu'ici payante face à l'intransigeance du régime expansionniste marocain.

Sur le terrain

L'Armée de Libération Populaire Sahraouie (A.L.P.S.) mène depuis début juillet dernier une nouvelle grande offensive contre l'armée marocaine d'occupation. Les garnisons ennemies les plus stratégiques telles que Ras-el-Khaufra, Smara et l'Ouarkiz ont été durement attaquées. Le « Mur » a été percé. Cinq bases de cette « ceinture de la honte » ont été détruites et occupées par l'A.L.P.S. La stratégie du « Mur » est désormais finie, mise en échec. A quel autre astuce le Maroc fera-t-il recours maintenant ?

Conclusion

Isolé sur le plan international, africain en particulier, où tout le monde le montre du doigt y compris ses anciens amis ; confronté sur le plan intérieur à une grave crise économique et sociale et à une armée gagnée par la lassitude et la grogne ; subissant sur le terrain militaire les coups sévères de l'offensive de l'A.L.P.S. ; le régime marocain est plus que jamais coincé. A mon avis, il doit choisir entre la voie de la paix ou alors la guerre et là ce serait précipiter sa chute et sa fin.

Fadel Ismaël
(Octobre 1983)

Une grande victoire pour le peuple sahraoui à l'O.N.U.

TEXTE INTÉGRAL DE LA RÉOLUTION ADOPTÉE

L'Assemblée générale ayant examiné de manière approfondie la question du Sahara Occidental, tenant compte de la Résolution AHG/RES-103 (18) adoptée à l'unanimité par la Conférence des Chefs d'États et de gouvernements de l'O.U.A. lors de leur 18^e sommet tenu à Nairobi (Kenya) du 20 au 27 juin 1981, tenant compte de toutes les résolutions pertinentes de l'O.U.A. et réaffirmant toutes les résolutions pertinentes de l'O.N.U. sur la question du Sahara Occidental.

Prenant compte de la résolution AHG/RES-104 (19) sur le Sahara Occidental, adoptée à l'unanimité par la Conférence des Chefs d'États et de gouvernements de l'O.U.A. lors de sa 19^e session ordinaire, tenue à Addis Abéda, du 6 au 12 juin 1983 et qui se lit comme suit : ayant examiné le rapport du Comité de mise en œuvre des Chefs d'États sur le Sahara Occidental.

Rappelant l'engagement solennel pris par sa Majesté le Roi Hassan II lors du 18^e sommet d'accepter l'organisation d'un référendum sur le Sahara Occidental en vue de permettre au peuple de ce territoire d'exercer son droit à l'autodétermination, rappelant avec gratitude que sa Majesté le Roi Hassan II a accepté la recommandation de la 6^e session du comité ad hoc des Chefs d'États sur le Sahara Occidental contenu dans le document AHG/RES-103 (18) B annexe 1, ainsi que son engagement à coopérer avec le comité ad hoc dans la recherche d'une solution juste, pacifique et durable, réaffirmant ses résolutions et décisions antérieures sur la question du Sahara Occidental et en particulier la résolution AHG/RES-103 (18) du 27 juin 1981.

- 1) Prend acte du rapport de Comité de mise en œuvre des Chefs d'États sur le Sahara Occidental.
- 2) Exhorte les parties au conflit, le royaume du Maroc et le Front Polisario, à entreprendre des négociations directes en vue de parvenir à un cessez-le-feu visant à créer les conditions nécessaires pour un référendum pacifique et juste en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental, un référendum sans aucune contrainte administrative ou militaire sous les auspices de l'Organisation de l'Unité Africaine et des Nations Unies, et demande au Comité de mise en œuvre de veiller au respect du cessez-le-feu.
- 3) Invite le Comité de mise en œuvre à se réunir le plus tôt possible et en collaboration avec les parties au conflit pour définir les modalités et tout autre détail pertinent en vue de l'application du cessez-le-feu.
- 4) Demande aux Nations Unies d'installer une force de maintien de la paix au Sahara Occidental en vue de garantir la paix et la sécurité au cours de l'organisation et le déroulement du référendum.
- 5) Donne mandat au Comité de mise en œuvre de prendre, avec la participation des Nations Unies, toutes les mesures nécessaires afin d'assurer l'exécution correcte de la présente résolution.
- 6) Demande au Comité de mise en œuvre de faire rapport à la 20^e conférence au sommet des Chefs d'États et de gouvernements des résultats du référendum, en vue de permettre au 20^e sommet de prendre une décision finale sur tous les aspects de la question du Sahara Occidental.
- 7) Décide de continuer à étudier la question du Sahara Occidental.
- 8) Demande au Comité de mise en œuvre, dans le cadre de son mandat de tenir compte des procès-verbaux des 18^e et 19^e sessions ordinaires sur le Sahara Occidental et, à cet effet, invite le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine à mettre à la disposition du public tous les textes des procès-verbaux sus-spécifiés.
- 9) Se félicite de l'attitude constructive des dirigeants sahraouis qui, en se retirant volontairement et provisoirement, ont permis au 19^e sommet de se réunir.
- 10) Prie le Secrétaire Général de prendre les mesures nécessaires pour assurer une participation effective de l'Organisation des Nations Unies à l'organisation et à la conduite du référendum et faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale et au Conseil de Sécurité. Y compris sur les mesures nécessitant une décision du Conseil.
- 11) Prie instamment le Secrétaire Général de collaborer étroitement avec le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine en vue de l'application des décisions pertinentes de l'Organisation de l'Unité Africaine ainsi que de la présente résolution.
- 12) Demande au Comité Spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à examiner la situation au Sahara Occidental en tant que question prioritaire et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de la 39^e session.

Le 17 novembre 1983

Interview de Bechir Mustapha Sayed membre du Comité Exécutif du Front Polisario

De passage à Paris, M. Bechir Mustapha Sayed, qui dirigeait la délégation du Front Polisario invité par le Parti socialiste au Congrès de Bourg-en-Bresse, nous a accordé l'interview qui suit. Cette dernière eut lieu avant le vote de l'O.N.U.

S. I. : Quelle est actuellement la situation sur le plan diplomatique ? Il semble bien que l'impasse soit de nouveau totale après l'échec de la réunion du comité de mise en œuvre de l'O.U.A. le 22 septembre à Addis Abeba.

B. S. : La résolution adoptée en juin à l'unanimité de l'Assemblée générale de l'O.U.A. prévoyait l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui avant la fin de 1983 et, pour ce faire, la résolution demandait des négociations préalables directes entre les deux parties au conflit explicitement nommées, à savoir le Maroc et le Front Polisario, en vue de définir les modalités du cessez-le-feu. Le Maroc, dont la délégation était dirigée par le prince héritier Sidi Mohamed et M. Boucetta, ministre des Affaires étrangères, a refusé de siéger au côté de la délégation du Front Polisario, conduite par son secrétaire général, Mohamed Abdelaziz. Le Maroc clame à qui veut l'entendre qu'il est d'accord avec le principe du référendum mais refuse de négocier le cessez-le-feu et les modalités de la consultation avec le Front Polisario.

Le Maroc bafoue ainsi les décisions de l'Organisation Africaine et la conduit à l'impasse. Dans ces conditions la tenue du prochain sommet, à Conakry l'an prochain, est fortement compromise si l'entêtement du Maroc persiste.

S. I. : Que penser du rôle joué par le Sénégal en faveur de l'application de la résolution de l'O.U.A. ?

B. S. : Vous n'êtes pas sans savoir que jusqu'à hier le Sénégal fut l'un des plus solides supporters des thèses marocaines sur le Sahara Occidental.

Le Sénégal jouit d'une estime importante dans le Nord-Ouest de l'Afrique. Le Sénégal est soucieux de l'intérêt profond des Africains, intérêt défendu principalement par l'Organisation de l'Unité Africaine. La paralysie de l'O.U.A. est néfaste pour toute l'Afrique et le Sénégal estime aujourd'hui qu'il est temps que la paix revienne dans cette région d'Afrique. C'est dans cet esprit que le Sénégal a contribué activement à la rédaction

puis à l'adoption de la résolution du 19^e sommet. On comprend que le Sénégal s'estime trahi par la volte-face du Maroc. La rencontre entre le Président Abou Diouf et Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario a marqué un tournant dans le conflit. Le rôle du Sénégal est éminemment positif.

S. I. : Quelle est alors la stratégie d'Hassan II ?

B. S. : Hassan II n'a aucune perspective, sa politique consiste uniquement à gagner du temps, au jour le jour pourrait-on dire. Il n'a plus pour alliés que ses « inconditionnels », à savoir la Guinée de Sékou Touré et le Zaïre, deux états africains sur lesquels il exerce des pressions très matérielles. La volte-face de la Guinée qui s'était déclarée favorable à la mise en application de la résolution dans une déclaration commune algéro-guinéenne, puis s'est rétractée, est une preuve flagrante de la subordination du régime de Conakry à celui de Rabat. Hassan II espère peut-être que le prochain sommet de l'O.U.A. à Conakry qui devrait voir son fidèle Sékou Touré appelé à la présidence de l'organisation africaine lui ouvrira des perspectives plus favorables. Mais peut-on logiquement envisager une Assemblée générale qui suppose un minimum de confiance et de franchise entre les participants si les décisions de la précédente assemblée sont bafouées par certains de ses membres ?

S. I. : Le Maroc a fait une grande publicité autour de garanties de neutralité qu'il aurait obtenues du colonel Kadhafi lors du voyage effectué par ce dernier, à sa demande, en juillet à Rabat : selon les Marocains, la Libye aurait promis de ne plus aider militairement le Front Polisario. Qu'en est-il exactement ? Le Maroc n'a-t-il pas été conforté dans son intransigeance par cette visite ?

B. S. : Comme vous le dites, le Maroc est maître dans l'art de la propagande. Le Maroc prend ses désirs pour des réalités. Il y a un proverbe chez nous qui dit à peu près ceci : « Quand tu crois voir l'oasis à l'horizon

(le mirage), tu ne vois pas l'eau qui est à tes pieds. » Le Maroc croit voir une volte-face de la Libye et il ne peut pas voir l'aide de nos frères libyens.

S. I. : Les batailles de l'été dernier, à Lemseyed dans le sud-marocain, puis à Smara, sur le mur, faisaient suite à une quasi-inactivité militaire du Front Polisario de près de deux ans (la dernière bataille d'envergure étant celle de Guelta), si l'on excepte les harcèlements réguliers ?

B. S. : Le Maroc veut faire croire que ces batailles ont été les plus importantes en intensité depuis le début du conflit. Il n'en est rien. Certes le Maroc a utilisé pour la première fois, et ce avec peu de résultats, des hélicoptères français du type « Gazelle » équipés de missiles air-sol « Hot ». Pour notre part nous n'avons engagé aucun matériel de type nouveau dans ces batailles.

Les combattants de l'A.L.P.S. ont simplement dû s'adapter aux techniques de détections à distance par radars qui protègent le mur ; notre armée a dû mettre au point et s'entraîner à une tactique d'attaque adéquate. Notre but était de montrer aux soldats marocains que, contrairement à ce que leur affirmaient leurs officiers, le mur avec ses radars ne représente pas une sécurité absolue, la preuve étant que nous avons occupé et détruit plusieurs des points d'appui qui défendent ce mur. Le mur est la monnaie d'échange, la dernière carte de Hassan : nous avons montré que nous pouvons casser ce mur quand nous le voulons.

S. I. : Que pensez-vous de l'attitude actuelle de la France et du rôle qu'elle pourrait jouer dans le règlement pacifique du conflit ?

B. S. : Depuis deux ans, nous avons des contacts avec la France, mais ces contrats ont toujours eu un caractère officieux, ce qui n'est pas satisfaisant pour nous, et encore avec des hauts et des bas selon la hiérarchie des interlocuteurs français. J'ajouterai qu'aujourd'hui nous serions plutôt dans une période basse. Vraiment nous ne comprenons pas. Qu'attend la France pour user de son influence politique et économique auprès du Maroc afin qu'il respecte ses engagements vis-à-vis de la communauté africaine et internationale ?

Centre de formation professionnelle

Depuis le début de l'année 1983 nous vous informons sur le projet de création d'un centre de formation professionnelle au Sahara. Après une première étude qui a permis de recenser les problèmes à traiter pour une telle installation, l'équipe qui s'est constituée autour de Benoît Deck, s'est rendue sur place en septembre pour examiner avec les responsables sahraouis les données concrètes.

Sahara Info rendra compte dans son prochain numéro de cette mission d'étude.

D'ORES ET DÉJÀ NOUS FAISONS APPEL A VOUS

SI VOUS DISPOSEZ

- de conditions d'achat intéressantes pour du matériel neuf
- de matériel d'occasion robuste en bon état

NOUS AVONS BESOIN DE :

OUTILLAGE MANUEL

pour
mécanicien auto
électricien
soudeur
menuisier
plombier
maçon

MACHINES-OUTILS

2 tours
2 fraiseuses
1 perceuse à colonne
1 étau-limeur
1 groupe électrogène (50 kw)
machines travail du bois

PRENEZ CONTACT TRÈS RAPIDEMENT AVEC L'ASSOCIATION
Tél. : 329.84.55.

Après avoir paru accepter enfin de se soumettre à la résolution du 19^e sommet de l'O.U.A., le roi du Maroc a bien vite montré son intention de ne pas en tenir compte et insisté, à plusieurs reprises, sur le référendum auquel il prépare les Marocains pour la fin de cette année.

Attitude conséquente avec la position qu'il adopte depuis Nairobi : acceptation du référendum d'autodétermination, considéré comme un référendum de confirmation. Il compte en effet sur la présence de son armée et de son administration sur le terrain. « Sans contrainte militaire ou administrative » stipule la résolution de l'O.U.A.

Hassan II n'en a cure. Il compte bien terroriser la population sahraouie vivant à l'intérieur du triangle utile administré comme une de ses provinces et où il encourage l'installation de colonies marocaines. « Le référendum sera une nouvelle forme d'allégeance », vient-il de déclarer à ses gouverneurs.

On sait que la cour Internationale de Justice a rejeté cette prétention féodale, que l'O.U.A. est fondée sur le principe de l'acceptation des frontières héritées du colonialisme, que l'O.N.U. soutient l'O.U.A.

Les Sahraouis lui administrent un démenti cuisant depuis huit ans. « Mercenaires » répond Hassan II, et revenant à un langage abandonné depuis son entrevue avec le Président Chadli, il remet en cause, à nouveau, l'Algérie soupçonnée de sombres desseins. Mieux, il met en avant les progrès réalisés sur la voie de l'UNITÉ MAGHRÉBINE pour demander à ce pays d'abandonner son soutien au peuple sahraoui et à la résolution du 19^e sommet de l'O.U.A.

Allons-nous assister à une réédition de l'histoire récente du Sahara occidental, c'est-à-dire à un prolongement indéfini du conflit qui l'ensanglante, à des années de martyre pour le peuple sahraoui et de misère pour le peuple marocain ?

On peut raisonnablement en douter : le raidissement du roi du Maroc correspond à une manœuvre politique intérieure. On sait qu'au lendemain des révoltes militaires de Skhirat et Kenitra la monarchie avait trouvé son salut dans la « Marche Verte ». Depuis, la guerre du Sahara est la source unique du consensus intérieur.

De récentes élections municipales, cyniquement fabriquées en faveur de candidats nantis du soutien officiel, ont provoqué de telles protestations que le Roi s'est empressé d'affirmer

LE SOMMET D'ADDIS-ABÉBA

des positions rassurantes sur le Sahara occidental et d'annoncer dans la foulée qu'il renvoyait les élections législatives après le référendum.

Mais les réalités économiques sont là. Le Maroc connaît une grave crise économique analysée avec inquiétude par la presse spécialisée internationale. Les principaux indicateurs économiques en fournissent la preuve évidente (1). La dette de 10 milliards de dollars, dont les seuls intérêts englobent la moitié des emprunts forcés annuels, a fait l'objet récemment d'une demande de rééchelonnement.

Le débiteur marocain ne peut plus rembourser ; on sait que les banques internationales ne connaissent pas la charité et le sursis qu'elles accordent se soldera par une dette accrue. Engrenage d'où le Maroc ne se sortira pas s'il continue la guerre du Sahara qui lui coûte 40 % de son budget. Cette crise vis-à-vis des créanciers extérieurs se double d'une crise économique intérieure.

Le budget 1981 vient d'être révisé en baisse. C'est l'austérité renforcée pour les travailleurs et les petites gens (2). Rappelons que la baisse de subventions allouées à la Caisse de Compensation, mesure appelée à rencherir les denrées de première nécessité, provoqua, en juin 1981, une grève générale, des émeutes et une répression sanglante que les Marocains ne sont pas près d'oublier. Le secrétaire général de la Confédération Démocratique du Travail qui avait appelé à la grève est toujours en prison, sans procès.

Le Maroc peut-il compter sur les appuis extérieurs dont il jouissait encore à Tripoli ? L'existence même de la résolution du 19^e sommet de l'O.U.A. prouve qu'il ne peut plus compter sur ses appuis africains. Des pays comme le Sénégal, pourtant très lié au Maroc, se montrent impatients de voir le conflit du Sahara occidental trouver sa solution dans l'application stricte de la résolution. La pression des États-Unis sur les états « modérés » n'est plus suffisante pour surmonter la solidarité africaine. L'Arabie Saoudite, depuis la baisse du pétrole, l'Irak, englué dans la guerre, ne peuvent plus continuer de payer les armes fournies par les États-Unis.

La France, elle-même, principal fournisseur d'armement, recommence à renâcler devant les dettes impayées et, surtout, se félicite publiquement du succès du 19^e sommet de l'O.U.A. et souhaite l'application de sa résolution sur le Sahara occidental.

Restent les États-Unis. Leur vice-président vient de déclarer à Alger (El Moudjahid du 16 septembre) : « *Nous soutenons le principe de l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. Quant à savoir qui parle à qui, ou qui est en conflit avec qui, ceci relève de la compétence des pays africains.* » Propos qui, bien sûr, ne constituent pas un soutien à la négociation directe. Mais on peut remarquer à ce

propos que la position officielle française ne va pas jusque-là non plus.

Comment et où s'exprime la complicité des pays africains ? N'est-ce pas d'abord à travers l'O.U.A. ? Le Maroc, pris à la gorge par la crise économique, isolé sur le plan africain, abandonné par ses bailleurs de fonds et soutenu mollement par ses grands amis, pourra difficilement échapper à l'application de la résolution d'Addis Abéba.

En tout cas, sa prétention à ignorer le Polisario et à vouloir organiser un référendum sur mesure paraît bien hors de question.

L. Hanoun

(1) Principaux indicateurs de la situation économique en 1982

Inflation : 12 à 14 %.

Déficit budgétaire : 10 milliards de dirhams (1) (3 en 1981).

Déficit commercial : 14 milliards de dirhams (10,3 en 1981).

Déficit de la balance des paiements : 11 milliards de dirhams (9,6 en 1981)

Investissements : — 60 %.

Dettes : 10 milliards de dollars.

Le seul paiement des intérêts de la dette engloutit la montée des emprunts forcés annuels.

(1) 1 dirham = 1,05 F.F. environ en 1983.

(2) La révision du budget

Réduction des subventions, des crédits de base : 500 millions de dollars, d'où l'augmentation du sucre, de l'huile et du beurre.

Suppression de 19 000 emplois de fonctionnaires.

Taxe de sortie du Maroc : 500 dirhams.

LIVRAISONS D'ARMES

(paru dans *Afrique Défense*, juillet 83)

Les F.A.R. reçoivent les derniers matériels commandés en 1981 par l'Arabie Saoudite (contra Ghazal) auprès de Creusot-Loire, matériels destinés à l'équipement de deux nouveaux régiments d'artillerie. Le contrat porte sur la fourniture de :

- 16 canons automouvants AMX 13 F 3 de 155 mm (radio-communication : un V.H.F. TRC-213 et un TRC-13 de Thomson-C.S.F. par véhicule) ;

- 4 blindés AMX 13 porteur de radar RATAC ;

- 1 blindé AMX 13 de dépannage (émetteur-récepteur : un V.H.F. TRC 570 et un TRC 571).

Ces véhicules ont été présentés à la 9^e exposition de Satory.

A la mi-avril ont été livrés aux forces armées royales 12 hélicoptères Gazelles aérospatiale armés d'un canon M 621 de 20 mm GIAT (France).

En visite dans les « provinces du Sud » les attachés militaires auprès des ambassades étrangères à Rabat ont été reçus par M. Salah Zamrag « gouverneur de la province » d'Laayonne.

Les attachés français ont refusé toute participation à cette visite.

MISSION DE JURISTES EN R.A.S.D.

Rapport de la Mission Internationale de Juristes réalisée du 25 au 29 août 1983 par :

M. Francis Jacob, avocat français,
M. Leandro Despouy, avocat argentin,
M. Jean-Louis Weil, avocat français,
sur la question du Sahara Occidental.

I — OBJET DE LA MISSION

A la demande des autorités de la République Arabe Sahraouie Démocratique une mission internationale de Juristes s'est rendue dans les territoires où sont situés les Wilayas d'El Ayoun et de Smara, ainsi que les établissements nationaux d'enseignement et les centres hospitaliers.

Il s'agit d'une mission d'information et d'analyse sur les institutions et les structures étatiques et locales du Sahara Occidental ainsi que sur l'organisation administrative dans le cadre desquelles vit le peuple sahraoui.

II — INSTITUTIONS ET STRUCTURES

a) *La Daira* (commune). C'est indiscutablement la structure de base sur laquelle repose l'ensemble des institutions. Avec une population d'en moyenne 7 à 8 000 habitants, elle est administrée par un Conseil Populaire de 6 membres, réuni une fois par semaine. Son Président est élu chaque année par le Congrès Populaire de base, c'est-à-dire l'ensemble de la Population où tous les citoyens, hommes ou femmes de plus de 18 ans, ont le droit de vote, conformément à la Constitution. Les 5 autres membres sont les représentants de chacun des 5 comités (Santé — Artisanat — Justice — Éducation (polyculture) et Approvisionnement), dont la désignation est également approuvée par le Congrès Populaire annuel.

La Mission a pu constater sur place qu'il s'agit d'une réalité à la fois riche et originale. Le rôle des femmes y est actuellement essentiel en raison de la guerre. Elles sont les plus nombreuses à présider ces comités qui ont un rôle technique spécifique.

La mise en place de ces structures a commencé dès la fin de la colonisation à partir du 15 novembre 1975. La mission a été en contact avec la population d'une Daira. Elle peut témoigner de l'existence d'un sens très profond d'une vie communautaire particulièrement démocratique.

b) *La Wilaya* (province). Regroupant plusieurs Daira. Elle est administrée par le Conseil populaire Régional qui se réunit une fois tous les 15 jours. Ce Conseil est présidé par le Wali (gouverneur) nommé par le gouvernement. Les membres du Conseil sont les Présidents des Conseils Populaires des Daira, ainsi que les directeurs des institutions spécialisées recouvrant

les différents secteurs de l'activité régionale.

Le rôle de la Wilaya et du Conseil est de définir à l'échelon provincial l'ensemble des orientations à la fois politiques et pratiques, et de coordonner dans les différents domaines entre les daira au niveau des besoins les plus immédiats de la population (ex. : les secteurs enseignement, santé et justice examinés par la mission).

c) *Au plan national*

1°) Le Comité exécutif (7 membres), dont le Président est le Président de la R.A.S.D. et Secrétaire Général du Front Polisario.

2°) Le Conseil des ministres présidé par un Premier ministre.

Les principes fondamentaux d'organisation de la R.A.S.D. sont fixés par la constitution.

Parallèlement à cette organisation constitutionnelle et administrative, on retrouve au niveau de la Daira et à l'intérieur de celle-ci au niveau de chaque groupe d'habitations, une représentation politique dont le délégué participera au Congrès national du Front Polisario. Ainsi avec plus de 600 délégués, ce Congrès à forte participation locale et régionale assure une réelle représentativité par rapport à l'ensemble de la population. Il s'agit réellement d'un Front Unifié qui bénéficie de la confiance et de l'adhésion sans restrictions de tout un peuple par le fait même que celui-ci est consulté et à tous les échelons, et démocratiquement. Ceci, joint aux caractères bien connus et bien spécifiques du peuple sahraoui, explique mieux que tous les commentaires son unité profonde et sa totale communion avec les institutions et le Gouvernement de la R.A.S.D. ainsi qu'avec le Front Polisario.

d) *Analyse des secteurs particuliers*

La mission a essentiellement pu enquêter avec précision sur trois secteurs particuliers, différents mais importants à des titres divers. La mission pourra fournir tous éléments d'information et d'analyse détaillée sur ces secteurs-clés, qui sont :

1) *Enseignement :*

- a) L'enfant avant 6 ans
- b) L'enfant après 6 ans
- c) Les écoles nationales.

2) *Santé :*

- a) Dispensaires
- b) Hôpital régional
- c) Hôpital national.

3) *Justice :*

- a) Le juge de Daira et le Comité
- b) La Wilaya (affaires importantes en premier ressort et deuxième ressort)
- c) Le Ministère de la Justice qui nomme les magistrats.

Au-delà de l'examen détaillé de chacun d'eux, on retrouve les caractères essentiels des institutions de la R.A.S.D. et la volonté politique du peuple sahraoui et de ses représentants.

D'une part, leurs structures sont également locales, régionales et nationales.

D'autre part, le gouvernement de la R.A.S.D. a défini au niveau national les impératifs et les priorités de la vie démocratique : « Chacun a droit à l'éducation, à la santé et à la justice. »

Si l'on considère les conditions dans lesquelles la guerre impose à ce peuple de vivre, l'on ne peut être qu'impressionné par les réalisations faites en ce domaine au niveau des trois secteurs analysés pour appliquer concrètement les principes, et ceci est d'autant plus remarquable que l'aide internationale est manifestement insuffisante, par exemple pour le matériel scolaire et le matériel sanitaire et les médicaments. La mise en place de ces structures a également commencé dès la fin de la colonisation et témoigne de la volonté de faire fonctionner l'État Sahraoui malgré l'occupation.

III — CONCLUSION

L'ensemble des observations faites au cours de la mission nous permet de conclure à l'existence d'une nation et d'une république fonctionnant dans le cadre de structures institutionnelles administratives et politiques constitutives d'un état de droit.

Le plein exercice de sa souveraineté territoriale est actuellement entravé par l'occupation illégitime du Maroc. Tous les Sahraouis rencontrés à l'échelon local ou provincial sont acquis à la lutte pour l'indépendance. Cette rare unanimité est particulièrement frappante pour les visiteurs étrangers soucieux de se renseigner et de comprendre sur place.

Le Front Polisario et son émanation légale, le gouvernement de la R.A.S.D. conduisent cette lutte pour la libération complète et l'indépendance du Sahara Occidental tant sur le plan militaire que sur le plan politique.

La mission considère que les Juristes, en application des principes fondamentaux du Droit International, et devant une telle situation, ne peuvent qu'adhérer à l'appel pour l'application immédiate des décisions internationales émanant de l'O.N.U. et de l'O.U.A., et en particulier des décisions prises par la 19^e session de l'O.U.A. le 11 juin 1983 à Addis Ababa afin d'organiser et de réaliser les conditions d'une véritable négociation et d'une véritable consultation du peuple sahraoui par référendum.

Paris, le 13 septembre 1983

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA R.A.S.D.

L'Assemblée générale annuelle de l'Association des Amis de la R.A.S.D. s'est tenue le 25 juin dernier à Paris.

Après un exposé de politique générale, le Secrétaire général sortant a présenté le bilan d'activité de l'Association pour 1982/1983.

- Accueil de 120 enfants durant l'été 82.
- Participation à diverses fêtes locales ou nationales dont la Fête de l'Humanité.
- Préparation du voyage de Mitterrand au Maroc par une visite systématique de l'Association auprès de tous les Partis Politiques et des groupes de l'Assemblée Nationale ainsi que des organisations syndicales.
- Conférence de Presse et manifestation devant l'Ambassade du Maroc à Paris lors de l'arrivée du Président au Maroc.
- Nombreuses réunions publiques en région parisienne et en province.
- Contribution de l'Association au jumelage Brest-Bir N'Zarane.
- Participation d'une importante délégation française au Sahara pour le 10^e anniversaire.
- Participation au rassemblement du 19 juin pour la Paix.
- Projet de Centre de Formation Professionnelle.

A l'issue d'un débat, les grands projets de l'Association pour l'année 1983/1984 ont été retenus :

- Centre de Formation Professionnelle
- Préparation et initiatives à la veille du débat à l'O.N.U. en novembre 1983.
- Soutien à la Conférence Mondiale des Mouvements de Jeunesse.
- Participation à la création d'une bibliothèque en R.A.S.D.
- Envoi de missions spécialisées au Sahara : juristes, médecins, enseignants...

NOUVELLES INSTANCES

Conseil d'administration élu par l'Assemblée générale du 25 juin 1983.

Karima Azi, Sébastien Bachollet, Maurice Barbier, Jean-Louis Bos-suel, Alain Chenal, Robert Dave-zies, Marcel Debelley, Benoît Decq, Solange Diard, Chantal Duchas-telle, Yves Fuchs, Claire Grenèche, Pierre Guéant, Lucien Hanoun, Jean Heckmann, Francis Jacob, Edmond Jouve, François Lançon, Jérôme Leclerc, Nicole Moreau, Roger Parmentier, Michel Poussin, Denis Pryn, Jean Rabinovici, Guy Richard, Armelle Riché, Philippe Riché, Michel Robert, Louis Rous-seau, Angel Tapia, René Toussaint,

Laure Tucate, Alain Ventalon, Régine Villemont, Alain Vivien.

Secrétaire général : Daniel Pipard.

Le conseil d'administration s'est réuni le 9 septembre pour procéder aux élections suivantes :

Président : Thomas Jallaud, chargé des Relations extérieures.

Présidence :

Alain Benlezar (C.F.D.T.), Jacques Blache (Gaulliste de gauche), Didier Cadin (Union Démocratique Bretonne), Paul Chomat (P.C.F.), Denise Duboscq (Fondatrice et pré-sidente juridique), Victor Leduc (P.S.U.), Marcel Omet (C.G.T.), Bernard Parmantier (P.S.).

Bureau : Guy Richard, Lucien Hanoun, Nicole Moreau (responsa-ble de la Commission de gestion financière), Didier Cadin (responsa-ble du département Information), François Lançon (responsable du département Intérieur), Benoît Decq (responsable du département Développement), Philippe Riché, Denise Duboscq.

Activité des comités

MARSEILLE

- Le Comité s'est lancé dans des actions d'information.
- Il a organisé une collecte de matériel scolaire dans un C.E.S. avec des jeunes de 14 à 15 ans.
- Des projets demeurent en pointillé pour favoriser le jumelage avec Martigues d'une ville sahraouie...
- Depuis plusieurs mois le Comité participe à la constitution d'un groupe « Afrique ». Comment agir sur l'évolution de la politique française vis-à-vis du Maroc et de la R.A.S.D. sans mettre en question la politique de la France en Afrique ? Des responsables de l'U.N.E.M. sont intéressés à suivre cette démarche.
- En octobre, se déroulait à la Maison de l'Étranger de Marseille un mois de l'Afrique ; le Comité réfléchit à une manifestation sahraouie (film, débat, expo...).



VITRY

Précédant le passage de la troupe El Ouali, le Comité a assuré une brillante présence aux fêtes de la ville. Stands, débats, diffusion de la presse et de la littérature ont permis plusieurs adhésions à l'association des Amis de la R.A.S.D.

LE MANS

Le passage de la troupe El Ouali a permis une intense activité dans plusieurs collèges de la ville, les jeunes ont activement recherché du matériel scolaire permettant d'affirmer leur solidarité.

PARIS

Accompagnant une importante délégation de travailleurs sahraouis immigrés en France, plusieurs adhérents de l'association, se sont retrouvés dans le rassemblement pour la Paix du 19 juin.

Participation colorée en costume national.

— Comme les années précédentes notre association a tenu un stand à la Fête de l'Humanité les 10 et 11 septembre : la préparation et l'animation ont été assurées principalement par nos adhérents des Comités des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et... de la Sarthe. A cette occasion près de 2 000 signatures ont été obtenues par notre pétition « pour la paix au Sahara par des négociations directes Maroc-Polisario et l'organisation d'un référendum d'autodétermination avant fin décembre 1983 comme décidé à l'O.U.A. le 11-6-83 ». Cette pétition demande au Gouvernement français, dans le but de favoriser le rétablissement de la paix au Sahara Occidental :

- de se déclarer favorable à la négociation directe Maroc-Polisario,
- de reconnaître le Front Polisario,
- de cesser de fournir au roi du Maroc les armes qui lui permettent de refuser la négociation.

A la Courneuve, le Front Polisario et son organe, « Sahara libre », disposaient de leur propre stand ; enfin la troupe nationale de Chants et Danses « El Ouali » a donné plusieurs représentations au long de ces deux jours de fête.

— Plusieurs adhérents de l'association ainsi que des travailleurs sahraouis ont manifesté pour la paix au Sahara à l'occasion des rassemblements pour la paix des 22 et 23 octobre.

BREST

Le comité brestois de notre association a tenu, conjointement avec une délégation du Front Polisario, un stand lors de la Fête du Peuple Breton qui a rassemblé 25 000 personnes à Brest les 15 et 16 octobre, et dont un des temps forts fut l'intervention du représentant du Front.

LE POINT AVEC LE COMITÉ DE LA SARTHE

Voilà maintenant deux ans (octobre 81) qu'une première rencontre officielle réunissait des représentants du comité de jumelage du Mans et du Front Polisario. Les choses sont allées ensuite très vite, puisque quelques mois plus tard, en janvier 82, la cérémonie de jumelage consacrait les liens d'amitié et de solidarité entre Le Mans et Haouza.

Grâce aux échanges réguliers, aux pages d'information publiées périodiquement dans « Le Mans notre ville » le jumelage a amplifié de manière très significative connaissance, amitié et soutien au peuple sahraoui.

Sans pénétrer bien sûr dans chaque foyer, la question de l'indépendance du Sahara préoccupe nombre de Manceaux. Comment ne pas en être convaincu quand, à la soirée de clôture du séjour d'août 83 des enfants sahraouis, tous les monos des centres aérés municipaux ont débarqué. Curiosité, sympathie ? ce que les Sahraouis expriment dans cette lutte pour leur liberté et leur dignité n'a pas dû laisser ces jeunes indifférents.

En 1982, le jumelage avait provoqué une campagne à la limite de la calomnie et du racisme dans deux journaux de droite locaux. Pendant la campagne municipale les deux candidats de droite ont de nouveau dénoncé ce jumelage. La gauche réélue au Mans, ce jumelage ne pourra plus désormais être remis en cause. A cette occasion, l'association comité de la Sarthe tient à saluer le courage du maire et de tous les élus qui ont voté et défendu un jumelage avec un pays engagé dans une lutte d'indépendance. Référence particulière à la présidente du comité de jumelage, Mme Rouxin, qui depuis deux ans le fait vivre avec enthousiasme et dynamisme.

Le comité de jumelage ne fait pas tout ! L'association continue à faire son travail de popularisation : de manière traditionnelle aux fêtes populaires ou culturelles locales et en essayant de multiplier les occasions de solidarité au sein de divers milieux. Quelques articles à la suite en témoignent.

Amis de la R.A.S.D. comité de la Sarthe
R. Villemont,
septembre 83

INTERVIEW DE MME ROUXIN, présidente du Comité de Jumelage

Q. — *En janvier 1982, un contrat de jumelage a été signé entre votre ville et une ville de la R.A.S.D. Deux ans presque sont passés. Ce jumelage est-il bien vivant ?*

R. — Notre jumelage avec Haouza est bien vivant. Les échanges sont aussi nombreux et variés que la distance et la situation actuelle de nos amis sahraouis le permettent. En voici le détail ; mais je tiens à insister sur l'idée qu'il s'agit bien d'échanges, très chaleureux, bien sûr, et aussi enrichissants pour les uns que pour les autres, pour Le Mans comme pour Haouza.

Janvier 1982 : délégation officielle d'Haouza au Mans pour signer le contrat de jumelage. La délégation sahraouie était composée de M. Abd el Kader, préfet de Smara (aujourd'hui ministre de l'Intérieur), de Mohamed Selem Hatri, maire adjoint d'Haouza, de Mannia, membre du conseil et responsable de l'union des femmes.

Mars 1982 : visite de la délégation officielle du Mans à Haouza. Robert Jarry, maire du Mans, Jeannine Rouxin, maire adjointe présidente du Comité de Jumelage, M. Georges Brunner, secrétaire général des services communaux, Claire Grenèche, membre du Comité de Jumelage, responsable de l'association des Amis de la R.A.S.D. Nous avons visité les campements installés au sud de Tindouf en territoire algérien, mais aussi, Haouza en territoire sahraoui libéré, et d'autres villes comme Mahbès.

Pâques 1982 : dix lycéens manceaux sont allés vivre une semaine dans les campements sahraouis, et ont passé deux jours pleins en territoire libéré, à Haouza, Mahbès, Tifariti...

Comme les membres de la délégation officielle, ils ont rencontré M. le Maire de Haouza, Mohamed Ali, et la population de notre ville jumelle.

Depuis ce voyage, ils sont toujours là pour accueillir nos visiteurs sah-

raouis, et pour parler autour d'eux de la R.A.S.D., d'Haouza et de leurs amis.

Août 1982 : vingt enfants d'Haouza et leurs deux accompagnateurs ont passé leurs vacances au Mans et dans nos centres de vacances parmi les jeunes manceaux.

Novembre 1982 : mise au point du programme 1983 avec les responsables en France du bureau de la R.A.S.D.

Mai 1983 : délégation municipale à Haouza, à l'occasion du 10^e anniversaire du 20 mai 1973, déclenchement de la lutte pour l'indépendance.

Juin 1983 : le groupe de chants et danses El Ouali séjourne trois jours au Mans, et se présente devant plusieurs publics. Il est reçu par le Conseil municipal et le Comité de Jumelage.

Août 1983 : vingt enfants sahraouis et leurs deux accompagnateurs passent un mois de vacances au Mans comme l'année précédente.

• Une petite fille sahraouie est hos-

pitalisée au Mans pour une maladie grave, et les soins sont pris en compte à notre demande par le ministère de la Santé et de la Solidarité.

Maintenant nous pensons à établir les propositions d'échanges 1984.

Q. — Vous avez reçu en juin l'ensemble national folklorique El Ouali. Quel accueil a-t-il reçu parmi les spectateurs ?

R. — Le groupe El Ouali s'est produit devant des publics très divers : jeunes d'une cité du Mans, public de la ville et d'une maison de quartier, Amis de la R.A.S.D., groupe de comédiens manceaux. Il a rencontré des élus de la ville, et des responsables d'associations.

L'accueil a toujours été le même : il a montré la curiosité des Manceaux devant une forme d'expression artistique nouvelle pour eux, et très vite leur adhésion à ce spectacle. Je crois qu'on peut parler de communication chaleureuse entre acteurs et spectateurs.

Chants et danses nouveaux ou traditionnels, commentés, témoignages de la culture du peuple sahraoui ont été reçus comme de magnifiques cadeaux d'amitié par les spectateurs manceaux.

Q. — Depuis deux étés, vous recevez en vacances un groupe d'une vingtaine d'enfants. Pensez-vous renouveler cet accueil ? Comment les enfants réagissent-ils à ce nouveau milieu ?

R. — Les enfants, même s'ils sont étonnés de ce qu'ils voient, s'adaptent très vite à un mode de vie différent,



dans un cadre de vie si différent du leur. On conserve bien sûr quelques habitudes : il faut dormir absolument après le repas suivant le rythme journalier imposé par la chaleur saharienne ; on aime bien marcher pieds nus...

Mais on se comprend bien, même par gestes avec les enfants du Mans, et les mots usuels sont très vite enregistrés. La présence permanente des deux animateurs sahraouis et des deux animatrices mancelles facilitait le passage d'une civilisation à une autre, la transition entre deux formes de jeux, de nourriture, de rythme d'activités, de vêtements (à ce propos il faut dire au passage l'aide précieuse apportée par la section sarthoise du secours populaire français, et par les Amis de la R.A.S.D.).

A refaire ? Oui, après deux expériences, nous croyons pouvoir améliorer encore les conditions de séjour de nos

petits, grâce à la compréhension de nos amis responsables d'Haouza.

Quant aux perspectives... elles seraient si agréables à imaginer, si la R.A.S.D. recouvrait sa pleine indépendance ! Les échanges seraient facilités, plus nombreux, en territoire sahraoui, et de nombreux manceaux, jeunes ou adultes, demandent à aller au Sahara.

En attendant, nous pensons à maintenir ce qui s'est déjà réalisé et nous chercherons à associer le plus possible de Manceaux aux échanges. On a parlé d'expositions, de soirées diapositives commentées, on pense à de nouveaux départs de jeunes, peut-être des sportifs. Il y a beaucoup à faire pour assurer la meilleure connaissance réciproque, et comme l'argent commande beaucoup, nous songeons aussi aux moyens de trouver des fonds...

Encore une fois, le jumelage est une réalité tout comme les jumelages du Mans avec Paderborn, Bolton, Rostov-sur-le-Don ou Volos. Mon rêve ? Que des habitants des cinq villes se rencontrent un jour !

LE SOUTIEN D'UN COLLÈGE AMITIÉ ET GESTES DE SOLIDARITÉ D'UNE CENTAINE DE JEUNES

En mai, nous apprenons au collège « Maroc » que la troupe sahraouie El Ouali doit venir au Mans ; déjà en 1980 nous avions accueilli pour une journée les vingt enfants venus en Sarthe pour un premier séjour : la journée avait été belle avec un pique-nique partagé, une partie de ballon, des dessins échangés.

Nous avons encore envie de recevoir des amis sahraouis même si cette fois ce sont des adultes. De toutes façons, ils pourront nous servir d'intermédiaires pour transmettre des cadeaux aux enfants de l'école du 9 juin.

Le directeur donne son accord et un professeur présente des diapos sur le Sahara occidental aux classes concernées (3 sixièmes) : cela permet aux enfants de prendre conscience de la réalité quotidienne des Sahraouis et on modifie un peu les idées

de cadeaux à envoyer. Au début on parlait seulement jouets, ensuite on pense aux crayons, aux cahiers ; on envisage des cadeaux collectifs plutôt qu'individuels. En deux semaines, les idées se concrétisent : les enfants apportent cahiers, crayons (pas toujours neufs mais qu'importe !), argent de quoi acheter deux superbes ballons de foot ! et le jour attendu arrive.

Nous sommes au portail pour accueillir la troupe impressionnante avec les beaux vêtements...

Le directeur décidément très compréhensif nous a permis d'occuper la cantine ; il assiste à la remise des cadeaux, aux chants et aux danses présentés par la troupe ; il autorisera même une récréation prolongée pour que l'ensemble du collège profite de la venue des invités et offrira un pot à l'ensemble du groupe.

Des échanges spontanés plus personnels ont lieu entre certains élèves et des ami(e)s sahraoui(e)s, mais surtout les élèves d'origine nord-africaine se sentent à la fête : elles savent parler arabe, elles savent danser, elles sont fières !

L'après-midi passe vite, chaque élève français recevra un poster-affiche du spectacle du soir. Ils espèrent qu'une correspondance pourra s'organiser avec l'école du 9 juin.

RENTRÉE 1983

Pour des raisons techniques ce seront de nouveaux élèves de 6^e qui assureront la correspondance ; espérons qu'elle sera riche.

*J. Touchard, septembre 1983
Professeur au collège « Maroc »*

Rencontre avec H. Lachambre

Conseiller municipal socialiste du Mans

Dans le cadre du voyage effectué du 18 mai au 23 mai 83 pour le 10^e anniversaire de la lutte armée du Front Polisario.

Notre délégation (J. Rouxin maire adjoint, présidente du Comité de jumelage — H. Lacombe du Comité de la Sarthe des amis de la R.A.S.D. et moi-même) a été l'objet d'une attention toute particulière de la part des membres du Gouvernement et des délégations étrangères présentes.

Avant le déroulement des cérémonies, nous avons visité l'École du 9 juin et avons été accueillis par les chants de 2 500 enfants en guise de bienvenue. Le verre de lait frais arrivait aussi à point.

Le lendemain, vendredi 20 mai (journée commémorative du 10^e anniversaire de la lutte armée du Front Polisario) il faisait un vent chaud. J'ai apprécié le turban et j'ai toujours eu recours à notre guide-interprète Ahmed pour le mettre en place. Le défilé fut impressionnant, 2 500 à 3 000 soldats y ont pris part avec la présentation des matériels pris à l'armée marocaine.

Après la pause, ce fut le défilé des enfants (2 500 environ) âgés de 7 à 12 ans : gymnastique et acrobaties. Des petits sont venus à la tribune nous offrir un message en hassania et espagnol accompagné de leur photo.

Puis vint le moment des discours, parmi eux, celui du président de la R.A.S.D. M. Abdelaziz, celui des représentants de l'Algérie, Lybie, Cuba, Mali et Vietnam. Dans la nuit fut donné un spectacle de danse par les enfants.

Les autres points forts de notre séjour furent les visites du Centre Artisanal de Smara, du centre de documentation et du camp militaire où est exposé tout le matériel récupéré par les forces sahraouies, essentiellement américain, français, espagnol, franco-autrichien, égyptien...

Je ne peux passer sous silence la visite de la Coopérative agricole où j'ai découvert, en plein désert irrigué : tomates, oignons, carottes, melons, pastèques...

Bien sûr, nous avons été au campement de Haouza et je ne suis pas prêt d'oublier l'accueil et les propos fraternels dont le maire d'Haouza, Mohamed Ali, les membres du Comité et la

population nous ont entourés. Après le thé traditionnel, nous avons assisté à un rassemblement en notre honneur. Toute la foule faisait le V de la victoire, quelle satisfaction de voir tous ces visages d'enfants épanouis.

Il fallut penser au retour, j'aurais voulu rester 8 jours de plus auprès de ce peuple attachant. J'ai été conquis par l'enthousiasme sincère des enfants. J'ai senti en retour qu'ils attendaient quelque chose de nous.

Ils ont, avec leurs dirigeants, la force profonde qui permet de défendre une cause juste et j'y souscris.

Le peuple sahraoui n'a jamais attaqué qui que ce soit. Il se défend et entend vivre libre sur son territoire. C'est un petit peuple vaillant et courageux qui a le droit de voir ses enfants heureux. Et comment ne pas comprendre la nécessité de lutter pour l'abolition des armes de quelques nations qu'elles proviennent.

Je suis personnellement pour l'arrêt des livraisons des armes françaises au Maroc.

Je salue encore une fois le peuple sahraoui et ses dirigeants.

20 enfants sahraouis en Sarthe... impressions

Vingt enfants sahraouis au Mans pour passer un mois de vacances et de découvertes : des petits au visage coquin, des grandes filles de quinze ans, déjà femmes.

Le premier contact est un peu timide : pas de bruit à table pour le premier repas, du moins au début ; car bien vite les conversations entre enfants reprennent, les sourires se forment, et ils oublient tous ces adultes curieux qui les observent sans doute un peu trop à leur goût. Il va falloir les apprivoiser ! A moins que ce ne soit eux qui nous apprivoisent.

Deux ou trois jours passent, et déjà tout le monde se connaît. Plus de timidité ou presque, plus de distance entre les enfants et les accompagnatrices. Comme il est facile d'approcher les enfants par gestes et par quelques mots de leur langue ! Les enfants sont en général affectueux, mais indépendants. Ils n'ont pas besoin, et sans doute pas envie, que l'on s'occupe sans arrêt d'eux. Ils manient fourchettes et couteaux, instruments superficiels chez eux,

avec aisance et sans doute mieux que des petits français. Il n'y a aucun problème majeur pour s'habituer aux coutumes françaises.

Les enfants s'intéressent à beaucoup de choses, pourtant ils ne sont pas souvent étonnés. Si, étonnés, ils le seront par exemple à Barbâtre, sur l'île de Noirmoutier, où ils découvrent les algues, la vase, les crabes et les crevettes. Impossible de les faire toucher un crabe ou une crevette, mais à l'épuisette, ils sont les plus forts, comme au bain où ils sont les premiers à se jeter à l'eau. Que ce soit à Barbâtre ou dans les différents centres aérés, où les jeunes sahraouis sont accueillis, les amitiés se font vite, et c'est beaucoup plus les accompagnateurs qui ont du mal à s'intégrer. Mais les séjours sont brefs, trop brefs, et il faut souvent quitter le petit camarade français que l'on s'est fait pendant quelques jours. Peut-être aurait-il fallu rester plus longtemps dans chaque endroit, quitte à voir moins de choses.

Pourtant, les différentes visites, et en particulier celles du zoo, de la ville et du Vieux Mans, de la gare sont très appréciées.

Certains seraient bien restés plus longtemps, d'autres, par contre, ressentent très fort l'absence de leur famille... Moi, je les regarde partir avec nostalgie vers leur désert.

*Evelyne Lambert,
septembre 83
animatrice du groupe sahraoui
en vacances au Mans*

Impressions aux fêtes du 20 mai

*Journal de bord fêtes du 20 mai 1983,
10^e anniversaire H. Lacombe Le Mans,
comité de la Sarthe.*

Jeudi 19 mai : départ d'Alger dans un avion spécial de l'armée, 3 heures pour arriver à Tindouf. Là on nous charge dans des camions militaires. Arrivée au centre d'accueil, quatre responsables nous y attendent. Repas, sieste, puis vers 17 heures visite d'une école.

Dans l'école accueil impressionnant, des chants, des drapeaux, des cris de bienvenue. On a circulé dans les classes, comme les classes françaises elles sont surchargées. Les enfants semblent très participants, ils se bousculent pour répondre. Les écoles sont construites en dur, aux murs très épais et aux fenêtres étroites. Il y a de nombreux dessins au mur.

Nous sommes hébergés dans un campement pour les visiteurs. Une tente pour huit personnes. J'ai sympathisé avec une jeune femme dont la famille est bloquée depuis sept ans dans le « triangle utile », son mari est au front et son bébé de deux ans à la crèche, cela lui a permis d'entamer des études.

Vendredi 20 mai : début de la fête...

Dimanche 22 mai : nous sommes allés à Haouza. J. Rouxin devait animer un meeting et toute cette foule tassée dans une cour et nous accueillant avec délire m'a donné une émotion très forte. Le maire d'Haouza nous a dit ensuite (on a pris le thé sous sa tente) combien le jumelage avec Le Mans avait remonté le moral de la population...

J'ai été impressionnée là-bas par le courage de ce peuple, la grande participation des femmes qui exercent une responsabilité active, d'abord pour les problèmes quotidiens et les prévisions de nourriture et de vêtements mais aussi dans les comités populaires. Si une grande part du ravitaillement est acheminée en camions, les tapis, les nattes, les ustensiles de cuisine, les vêtements, les sandales sont fabriqués sur place... Bref, ce voyage a été pour moi d'une extrême richesse...

ÉCHANGES DE PRATIQUES THÉÂTRALES

Le 11 juin 1983, notre théâtre était invité à rencontrer la troupe El Ouali, en visite au Mans ; à l'occasion d'une soirée de soutien à la lutte du peuple sahraoui, soirée organisée par les Amis de la R.A.S.D. de notre ville. Cette rencontre fut très fructueuse.

L'assistance était peu nombreuse, une trentaine de personnes ; mais ceci a permis de tisser des liens plus directs avec les représentants du Front Polisario et avec les membres de la troupe.

D'abord chacun a essayé de façon vivante d'exposer son action : les femmes sahraouies accompagnées de deux musiciens ont chanté à partir de formes musicales traditionnelles, la révolution et la lutte d'indépendance. Le délégué du Front en France nous a expliqué comment les chants étaient improvisés par la population lors des assemblées de village. Au cours d'une réunion un thème est choisi et chacun improvise un couplet ; c'est ainsi que plusieurs chants ont été consacrés au jumelage entre Le Mans et Haouza.

Ensuite Annick et Marie-Line ont chanté et joué des extraits de notre dernier spectacle traitant de la vie des femmes en milieu rural.

Puis un échange sur nos formes de travail a mis en évidence que le mime, le chant et la danse constituaient un mode de communication permettant de dépasser les différences culturelles. Chacun pouvait trouver là de quoi enrichir sa propre expérience.

Pendant le repas qui a suivi, nous avons envisagé avec les représentants du Front Polisario la possibilité d'organiser une tournée de notre troupe au Sahara et de monter un spectacle évoquant la lutte du peuple sahraoui.

Une telle visite et un tel travail permettraient de renforcer les liens d'amitié entre nos peuples et d'échanger avec un pays où tout est en train de se construire.

*Annick, Marie-Line, Pascal
du théâtre de l'Enfumeraille,
juillet 1983*

Appel aux bonnes volontés

L'Association s'est engagée auprès de nos amis sahraouis à résoudre certains problèmes de santé. Ceci supposerait une contribution active en région parisienne de médecins ou de personnes ayant une expérience en milieu hospitalier (infirmière ou assistante sociale).

Les personnes susceptibles d'apporter leur contribution peuvent le faire en écrivant à la B.P. 244 75227 Paris Cedex 05.

COMMANDEZ, AU TARIF SPÉCIAL POUR ADHÉRENTS :

- La brochure du 5^e Congrès du Front Polisario 25 F (port compris).
- « 1973-1983 : dix ans de lutte », le recueil édité par le Front Polisario à l'occasion du 20 mai 1983 et qui fait la synthèse des acquis sur les plans militaires, diplomatiques, de l'éducation, de la santé... 40 F (port compris).
- « Le Groupe National de Chants et Danses El Ouali », l'historique de la troupe qui effectua une tournée européenne au printemps, les thèmes des chansons, la culture des anciens au service de la résistance d'un peuple, des instruments d'aujourd'hui pour une lutte d'aujourd'hui, 25 F (port compris).

Adressez vos commandes à l'Association « les Amis de la R.A.S.D. » — BP 244 — 75227 PARIS CEDEX 05

Comment dit-on « ici c'est super » en sahraoui ou, des enfants de Bir N'Zaran en Bretagne

Dans le cadre du contrat d'amitié et de solidarité signé en février dernier entre Brest et Bir N'Zaran, des enfants Sahraouis avaient été invités par la municipalité de l'époque à venir passer trois semaines de vacances en Bretagne cet été. La nouvelle majorité municipale (opposition) a reconduit l'accord, et c'est ainsi que quinze enfants de Bir N'Zaran (dont trois filles) âgés de 8 à 12 ans ont séjourné au centre de vacances bilingue Ar Falz (la Faucille) de Sizun (Finistère intérieur). Depuis sept ans, ce centre de vacances permet chaque année à une cinquantaine d'enfants de 6 à 12 ans d'apprendre le breton en situation par le chant et le jeu.

Pour les petits Sahraouis l'adaptation n'a pas été trop difficile, il n'y a pas de chose plus facile au monde que de faire communiquer des enfants : on se comprend soit en français, soit en breton, soit en arabe, soit en espagnol, langue que parle Ali, l'accompagnateur sahraoui.

Mis au courant par André Cornec, le directeur de la colonie, du contexte de violence dans lequel vivaient ces enfants, les jeunes Bretons étaient aux petits soins pour eux : les gamins se sont rapidement compris grâce à des gestes, des mimiques, et l'on s'est aperçu très vite que l'on jouait aux mêmes jeux. C'est ainsi que bientôt, au cours des veillées, les petits Sahraouis ont chanté en breton et les petits Bretons en arabe.

Inutile de préciser que ces quinze « premiers de la classe » (il s'agissait du critère pour être du voyage et quand on sait qu'une classe sahraouie c'est soixante-dix ou quatre-vingt élèves le mérite n'est pas mince) ont été émerveillés par la variété des couleurs des champs, les arbres, les herbes, les fleurs. Si les crêpes bretonnes et le football ont fait l'unanimité, la piscine, les randonnées et l'équitation ont également eu leurs chauds partisans.



Le bilan de santé réalisé au service pédiatrique de l'hôpital Morvan de Brest a permis de vérifier que ces enfants étaient en bonne condition physique : il s'agit là d'un des principaux succès de cette jeune république qui a fait sa priorité de l'hygiène et de l'éducation. En effet, il y a 15 ans, la mortalité infantile au « Sahara espagnol » était la plus forte d'Afrique alors qu'elle est actuellement la plus faible.

Enfin il y a quelque chose que personne n'a oublié au cours de ce séjour : c'est la guerre (les pères de ces enfants sont tous au combat). Au-delà des simples vacances offertes à ces quinze jeunes, ce séjour a été l'occasion de sensibiliser les bretons au problème sahraoui : il y a des guerres que l'on ignore ou que l'on oublie un peu trop vite. Aussi le Comité brestois de

notre association n'a pas ménagé sa peine et la couverture par les media fut excellente, jugeons-en :

— Presse régionale : articles dans Le Télégramme (dont une première page couleur) et dans Ouest-France.

— Presse nationale : articles dans Le Monde, Le Matin et Libération, dépêche de l'A.F.P.

— Télévision : reportages à FR 3 Rennes et Antenne 2... sans oublier les radios locales, privées ou d'État.

Il nous reste aujourd'hui à nous féliciter que le contrat entre Brest et Bir N'Zaran ait été reconduit par la nouvelle équipe municipale d'opposition nationale et à espérer que les échanges entre les deux villes continueront de se développer et que, par exemple, de jeunes Brestois pourront se rendre en République Sahraouie dans un proche avenir.

FESTIVITÉS 10^e ANNIVERSAIRE

Le F.P. a de nouveau offert aux pays qui reconnaissent la R.A.S.D. et la soutiennent la démonstration impressionnante de sa maturité politique et organisatrice à prendre tout son destin en main, la preuve de sa force militaire ainsi que l'abondance des appuis mondiaux que sa diplomatie a su convaincre à sa juste cause. La confirmation de cette intraitable volonté de vivre sa propre destinée librement et volontairement choisie a été donnée à l'occasion des festivités marquant le 10^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée, en territoires libérés le 20 mai dernier.

C'est après qu'eut surgit du désert une dense population où la proportion de jeunes était étonnante et que se soient rassemblés les quelque 400 invités représentant une centaine de pays, de partis, d'organisations politiques et humanitaires, de comités de soutien, qu'a pu commencer la célébration de ce 10^e anniversaire. Après l'ovation générale et enthousiaste accueillant M. Abdelaziz, ce fut le défilé militaire. D'abord une rétrospective des moyens et symboles de la résistance passée : méhariste et jeep espagnole « Santana » armée de canon sans recul. Ensuite vinrent les bataillons, des unités de femmes, des écoles de commandos courant au pas, des compagnies de déminage, de transmissions, d'infirmerie, des détachements des écoles militaires parfois mixtes et puis, un peu insolite en un tel lieu, un bataillon d'hommes grenouilles. Dans un deuxième temps défilèrent les véhicules de types très variés récupérés par les combattants sahraouis sur les F.A.R. lors des différentes offensives de l'A.L.P.S. : jeep armée de canon de 12,7 mm, tubes antichars, canons sans recul de 75 et 80 mm et camions G.H.L. (pour la 1^{re} fois des blindés légers de fabrication brésilienne ont fait leur apparition). Au total ce sont 4 000 hommes et 300 véhicules qui ont évolué devant l'assistance dans un ordre impeccable et où se remarquait une forte proportion de jeunes combattants. Plus tard et pour compléter la partie militaire de ce 10^e anniversaire, un impressionnant stock de matériel militaire récupéré sur l'ennemi sera présenté : parmi celui-ci citons les restes de différents avions (mirage F 1), des bombes à fragmentations, des véhicules chenillés, des canons, des mitrailleuses et différents armements individuels ou collectifs. Enfin une centaine d'officiers, sous-officiers et soldats marocains prisonniers seront présentés.

Après les brillantes démonstrations

de la jeunesse du peuple sahraoui et les appels de celle-ci à la jeunesse du monde entier, M. Abdelaziz retraça l'histoire de 10 ans de lutte armée, les victoires du F.P. sur les plans diplomatique et militaire et lança un nouvel appel au Maroc pour qu'il négocie directement avec le Front Polisario. M. Abdelaziz analysera ensuite la situation actuelle du conflit dans le contexte maghrébin et mondial non sans souligner le rôle négatif de la France dans la région depuis une décennie. Qui pourrait dire combien de fois son discours fut interrompu par les slogans « toute la patrie ou le martyr » ou « les masses garantissent la victoire totale » ?

A la suite de nombreuses délégations présentes réaffirmèrent le soutien de différents gouvernements, partis et organisations. Citons l'Algérie représentée, entre autres, ici par le ministre algérien des Finances, la Libye, Cuba (ministre des Affaires étrangères), le Mali, le Vietnam, le Salvador, la Palestine, l'Iran (ministre de la Justice), la Yougoslavie, l'Union des femmes africaines, la F.S.M., le P.S. français et le P.C.F., et beaucoup d'autres encore. Pierre Galland au nom des différents

comités et associations européens réaffirma le soutien à la lutte du peuple sahraoui. L'ensemble de ces comités sera reçu par Mahfoud Abi Berba, Premier ministre de la R.A.S.D.

Au cours de ces festivités, l'occasion fut offerte aux délégations de visiter plusieurs réalisations bien connues du peuple sahraoui : écoles, centre artisanal, centre d'information et de documentation, cultures potagères, toutes réalisations qui soulignent une volonté profonde de se prendre au maximum en main et de développer les infrastructures économiques, éducatives et sociales dans la perspective de la paix.

Les cérémonies se clôturèrent par une brillante manifestation culturelle des jeunes, symbole de la confiance du peuple sahraoui dans l'avenir.

Le Front Polisario, au cours de ces journées, déploya sa puissance militaire, sa grande capacité d'organisation et de mobilisation d'une population politiquement très unie, et illustra la remarquable audience dont jouit la R.A.S.D. sur le plan international. Enfin, le F.P. n'a pas manqué de souligner tout le rôle positif que notre pays eut dans la région, rôle positif qu'il est loin de tenir actuellement.

Délégations Françaises aux festivités du 10^e Anniversaire

— Henri LACHAMBRE
— Jeanine ROUXIN
— Hélène LACOMBE

Partis politiques

— Raoul WEEEXSTEN
— Charles PISTRE

— Paul CHOMAT
— Yann DAUMER
— Christophe CASSARD

Comités de soutien

— Thomas JALLAUD
— Daniel PIPARD
— Philippe RICHE

— Jean SURET CANALE

Presse A.F.P.

Le Figaro
Radio Monte-Carlo
Agence Sygma
L'Humanité
Radio France International

ainsi que : Jean-Pierre FAYE
Edmond JOUVE
André MANDOUZE
Gilles BRAUN
Françoise FUGIER
Gisèle LAURENT

Municipalité du Mans
Comité du Mans de l'Association des Amis de la R.A.S.D.

Parti socialiste
Groupe d'Étude de l'Assemblée Nationale
Parti communiste
Union Démocratique Bretonne

Association des Amis de la R.A.S.D.

AFASPA

LA POLITIQUE AMÉRICAINE AU SAHARA OCCIDENTAL

- La Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique a envoyé une mission d'étude au Maroc, en Algérie, au Sahara Occidental et en France du 25 août au 6 septembre 1982.
- A la suite de son enquête, cette mission d'étude remit au Comité des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants un rapport qui :
 - rappelle les antécédents de la politique américaine dans le conflit ;
 - précise les positions militaire et diplomatique de l'Administration Reagan ;
 - rapporte la manière dont est perçue l'actuelle politique U.S. par les principaux acteurs du conflit : le Maroc, l'Algérie, le Front Polisario et la France (1).
- Quoique ce rapport date de septembre 82, il nous a paru nécessaire d'en faire connaître la synthèse publiée aux États-Unis : les prises de position diplomatique évoluent lentement et ce rapport peut annoncer un tournant important dans la politique américaine en Afrique du Nord.

PRÉSENTATION DU RAPPORT (2)

- L'engagement indirect des U.S.A. dans le conflit du Sahara Occidental a connu un changement considérable en raison du soutien accru apporté au Maroc, État pro-occidental et ami historique.
- La politique officielle des U.S.A. continue à appuyer une solution négociée de paix à la guerre opposant le Maroc et le Front Polisario, (mais) le trait nouveau et essentiel dans la dynamique régionale, noté par toutes les parties prenantes, est l'augmentation notable de l'aide militaire américaine au Maroc.
- *Il apparaît que les relations entre les U.S.A. et le Maroc s'appuient essentiellement sur leur composante militaire, donnant l'impression déroutante que les U.S.A. favoriseraient une victoire militaire du Maroc sur le Polisario.* Des changements qualitatifs dans le matériel, l'entraînement et autres aspects apportés par l'assistance militaire américaine sont particulièrement marquants. De plus certains officiels marocains semblent interpréter, à tort, l'assistance militaire et les récents accords d'accès et de transit comme des signes d'un engagement américain à fournir au Maroc un parapluie de sécurité !
- *Les usages suivants contribuent également à donner l'impression que les U.S.A. s'écartent de leur position officielle de neutralité :*
 - Le personnel de l'Ambassade américaine au Maroc est autorisé à visiter les territoires occupés du Sahara côté marocain, alors que toute permission est refusée au personnel d'Ambassade en poste en Algérie pour qu'il se rende au camp du Polisario près de Tindouf.
 - Il est permis aux officiels militaires américains de visiter régulièrement la partie du Sahara tenue par le Maroc alors que tout contact diplomatique américain, même discret et à bas niveau, avec le Polisario est proscrié.
- *L'Organisation pour l'Unité Africaine a progressé sensiblement en proposant une formule politique de paix, fondée sur un cessez-le-feu sous contrôle international, et la tenue d'un référendum libre et impartial permettant au peuple sahraoui de choisir entre l'indépendance et l'intégration au Maroc.*
L'effort de l'O.U.A. pour la paix a récemment été bloqué par un conflit acerbe sur la possibilité pour l'« État » Polisario (République Arabe Sahraouie et Démocratique) de siéger, et sur la capacité de l'organisation à mettre en œuvre son plan de paix. Le Maroc et le Front Polisario ont accepté les principes généraux des recommandations de l'O.U.A. Mais le Maroc conteste la mise en place d'une force armée et d'une administration internationales et intérimaires. Il freine l'adoption d'un référendum sous contrôle international. Le Polisario, lui, s'oppose à la présence des troupes et de l'administration marocaines sur le territoire pendant le référendum, demandant des garanties accrues pour que des forces internationales organisent et imposent un référendum libre.
- *La poursuite du conflit, et l'inclinaison notable des U.S.A. vers le Maroc, présentent de sérieux risques pour certains intérêts américains vitaux. Il n'est pas exclu que le borbier saharien puisse contribuer à installer au Maroc (stratégiquement bien situé et ami historique) un nouveau régime, d'orientation anti-occidentale.*

(1) « U.S. Policy toward the conflict in the Western Sahara » Report of a staff study mission to Morocco, Algeria, the Western Sahara and France. August 25 — September 6 1982. To the Committee of Foreign Affairs. House of Representatives.

(2) Les éléments de présentation (titres, sous-titres, et passages soulignés) sont dus à la rédaction de Sahara-Info.

- *La situation présente pourrait nuire aux intérêts économiques et politiques américains en Algérie, pays non aligné et riche en pétrole.* Le Maroc et l'Algérie ont jusqu'à présent mutuellement évité une confrontation directe dans la guerre du Sahara, mais le risque existe que la situation dérape, mêlant à la fois des puissances régionales et extérieures dans un conflit plus large. L'appui traditionnel des U.S.A. au principe d'autodétermination apparaît affaibli par des prises de positions récentes de la politique américaine. D'autres intérêts américains, comme une O.U.A. forte isolant l'Afrique du conflit entre superpuissances, ainsi que des approches convergentes sur la région avec la France et l'Espagne, peuvent être affaiblis par une prolongation du conflit.
- Des officiels français ont souligné les préoccupations communes et les relations complémentaires des deux alliés occidentaux dans la région, mais ont critiqué le ton excessivement vif et démonstratif de la diplomatie américaine récemment au Maroc.
- *Tenant compte de l'impact présent et futur de la guerre sur les intérêts de la politique américaine, il apparaîtrait que le gouvernement américain pourrait bien être plus efficace en appuyant les efforts internationaux qui recherchent une solution politique fondée sur l'autodétermination tout en essayant de minimiser les conséquences que celle-ci pourrait avoir pour le gouvernement Marocain.*

ANTÉCÉDENTS HISTORIQUES

- Depuis l'instauration du conflit les U.S.A. ont affirmé :
 - 1) qu'ils favorisent une solution négociée de paix ;
 - 2) qu'ils soutiennent le contrôle administratif du Maroc sur le territoire transféré par les Accords de Madrid avec l'Espagne et la Mauritanie et sur celui occupé par le Maroc après le retrait de la Mauritanie en 1979 ;
 - 3) qu'ils considèrent la question de la souveraineté comme non résolue et restent neutres sur le statut final du territoire. Mais en même temps, en partie à cause des changements dans les relations bilatérales des U.S.A. avec des états de la région et en partie à cause de la perception nouvelle qu'avaient les U.S.A. sur leurs intérêts en matière de sécurité, un changement considérable s'est produit : l'engagement indirect des Américains dans le conflit du Sahara.
- Il existe une dissymétrie fondamentale dans les relations des U.S.A. avec les deux puissances majeures de la région, l'Algérie et le Maroc... Contrairement au Maroc, aucun lien militaire direct n'existait entre les États-Unis et l'Algérie, pays non aligné ; ceci est vrai jusqu'en 1980 où des attachés militaires ont été échangés et la vente d'avions civils à l'Algérie contractée.
- Désirant éviter une plus grande polarisation de la région ainsi qu'une exacerbation des relations maroco-algériennes, les U.S.A. ont essayé de maintenir une politique de non engagement.
- Un aspect important (bien que non officiel) de cette politique consista après 1977 à limiter les ventes d'armes au Maroc en ne vendant que cel-

les qui servaient à la défense et la sécurité du Royaume, Sahara Occidental exclu.

En 1978 et 1979, les U.S.A. repoussèrent les demandes marocaines d'armes pouvant être utilisées au Sahara.

- Cette politique changea radicalement fin 1979 quand le Polisario eût lancé plusieurs attaques contre des villes du Sud-Marocain. Le Shah venait d'être renversé. Il fallait soutenir les amis traditionnels confrontés à des menaces sur leur sécurité. *Le 22 octobre 1979 l'administration Carter annonça son intention de demander au Congrès l'approbation d'une livraison de 235 millions de dollars en armes destinées à être utilisées au Sahara Occidental. Le Congrès fut consulté, avant la décision présidentielle. Il fut assuré que :* « Des efforts pour encourager les deux partis à s'asseoir à la table des négociations doivent accompagner nos efforts pour fortifier militairement le Maroc. » (...)

LA POLITIQUE DE L'ADMINISTRATION REAGAN

- *L'administration Reagan n'a pas fait de déclaration politique majeure sur le conflit du Sahara Occidental.* Considérant les armes de fabrication soviétique fournies au Polisario par l'Algérie et la Lybie, elle a eu quelquefois tendance à le considérer comme une confrontation Est-Ouest, point de vue généralement contesté par les spécialistes régionaux. Dans un certain nombre de décisions sur les relations bilatérales avec les états de la région apparaît une politique américaine concentrée sur le soutien au Maroc en tant qu'État pro-occidental et ami historique.
- Cependant en termes d'aide comparative, *le Maroc n'a pas, jusqu'à l'année fiscale 83, bénéficié d'un soutien financier considérable.* Le ton des relations américo-marocaines et son impact sur les états voisins dépasse les dimensions de l'aide quantitative.
- *Début 1981, lors de sa demande d'approbation par le Congrès de la vente de tanks M 60 au Maroc, l'Administration reconnut qu'elle ne liait plus les ventes d'armes à la tenue de négociations en déclarant : « Nous ne ferons pas reposer nos décisions quant aux ventes militaires sur la condition explicite de tentatives marocaines unilatérales pour progresser vers une solution de paix négociée... Cette position est homogène avec notre conduite envers d'autres amis traditionnels et historiques des U.S.A. »*
- En octobre 81, l'utilisation par le Polisario de missiles (probablement des S.A.M. 6) qui abattirent 5 avions marocains, et l'emploi supposé de tanks pour reprendre le contrôle de la ville de Guelta Zemmour, ont apporté un changement radical sur le terrain. L'aviation militaire marocaine fut immobilisée au sol pendant plusieurs semaines, par peur des S.A.M. 6. *L'administration Reagan, considérant que la bataille de Guelta représentait un nouveau niveau de menace pour le Maroc, réagit vivement aux appels marocains.*

- Pour « rétablir l'équilibre » sur le terrain et relever la puissance antimissile du Maroc furent accordées : la livraison de bombes à fragmentation demandée auparavant et officieusement approuvée, une assistance en entraînement et en reconnaissance (...).

REMARQUES DE LA COMMISSION D'ÉTUDE

- La Mission d'étude trouva une atmosphère calme dans la zone des combats ; un Maroc relativement confiant dans ses positions militaires, et un Polisario préoccupé par les perspectives d'une riposte marocaine massive, avec le soutien des U.S.A., à toute attaque majeure qu'il entreprendrait.
- Parallèlement le Polisario indiqua que la réponse américaine à Guelta pourrait l'obliger à rechercher les armes plus modernes, plus sophistiquées pour contrecarrer l'intervention américaine considérée comme destabilisatrice.
- *La plupart des membres de la Mission d'études ont été choqués par la dissemblance des visites officielles à El Ayoun, la capitale du territoire occupé par le Maroc ; et à Tindouf, le camp du Polisario en Algérie.* Dans le passé les ambassades du Maroc et d'Algérie sélectionnaient et coordonnaient minutieusement les rares visites des officiels américains. Durant la visite de la délégation à El Ayoun, trois officiels américains de haut rang venus de Rabat (dont les représentants de l'Agence de Renseignements pour la Défense) nous accompagnaient ; alors qu'aucun officiel américain d'Alger n'a été autorisé par l'Ambassade à venir à Tindouf. *Nous avons ressenti ceci comme un écart inutile et malvenu à la position officielle de neutralité des U.S.A. vis-à-vis du statut du Sahara Occidental.* Il est à craindre que cette différence d'attitude puisse nourrir des craintes du Polisario et de l'Algérie sur les intentions américaines.
- Une autre pratique diplomatique américaine informelle, qui nous déranga, fut la résistance apparente à permettre un contact discret et même à bas niveau entre des officiels américains à Alger et le Polisario. Si l'on garde en mémoire l'analogie palestinienne il est dommageable pour les intérêts américains et les perspectives d'une solution pacifique d'éviter de tels contacts, alors que les U.S.A. pourraient ne jamais reconnaître le Polisario (...).
- *La mission d'étude reconnut les circonstances spéciales de la demande marocaine à la suite de la bataille de Guelta, mais elle souligna que la réponse américaine dépassa largement la menace particulière due aux S.A.M. 6.* Elle n'a pas eu la preuve que la recherche d'une solution négociée était activement poursuivie dans des contacts avec le gouvernement marocain. Il apparut en général que les relations américano-marocaines reposaient exclusivement sur leur composante militaire, laissant l'impression déroutante que les U.S.A. favoriseraient une victoire militaire du Maroc sur le Polisario. *Cette impression est d'ailleurs en désaccord avec les objectifs déclarés de la politique américaine.* De plus, selon les convictions depuis

longtemps avancées par les experts, une telle victoire ne saurait être obtenue.

ASPECTS MILITAIRES DE LA POLITIQUE ACTUELLE

- *Selon l'avis de tous les partis concernés, le trait le plus marquant dans la dynamique régionale est l'augmentation notable de l'aide militaire américaine au Maroc (...).*
Les officiels militaires marocains, ainsi que le personnel de l'Ambassade américaine à Rabat, estiment que les changements dans le domaine militaire ont été modestes, tant à cause des contraintes imposées par le Congrès que des difficultés financières du Maroc. L'aide militaire américaine en 1983 doit tripler pour atteindre 100 millions de dollars. Mais certains officiels américains ne pensent pas que cela augmentera la capacité du Maroc en matière d'achats d'équipements étrangers : réduction du financement Saoudien pour les ventes comptant ; et besoin pour le Maroc de rembourser des arriérés (50 millions de dollars) pour recevoir une nouvelle aide militaire. Ils estiment qu'une grande partie de l'aide passera dans la maintenance et l'amélioration des systèmes existants. Ils soulignent le fait qu'aucun contrat majeur pour de nouvelles armes n'a été négocié depuis 1980.
- *Cependant l'Algérie et le Polisario affirment que le changement soutenu enregistré sous l'Administration Reagan est destabilisateur pour la région.* Ils évoquent à l'appui de leur conviction l'accroissement inquiétant du nombre des visites de haut niveau rendues par le Pentagone au Maroc, l'approvisionnement de ce dernier en équipements sophistiqués ainsi qu'en moyens d'entraînement et de reconnaissance.
- *Une commission militaire U.S.A.-Maroc commune (Joint Military Commission) fut constituée en avril 82 et consiste en 6 équipes de travail : Accès et transit, renseignement, entraînement, cartographie, équipement et exercices en commun.* L'utilisation future de cette commission comme instrument de coopération militaire américano-marocaine reste à déterminer. La Commission au complet doit se réunir annuellement.
- Un officier marocain a décrit ainsi les objectifs de son pays dans la Commission : accroître la compréhension et le savoir mutuel entre les deux États, apporter au Maroc l'entraînement et le savoir faire américains. Il dit qu'un jour le Maroc et les U.S.A. pourraient avoir à combattre ensemble et que le Maroc a encore beaucoup à faire avant d'envisager des exercices en commun avec des F 16. Il reconnut que depuis l'arrivée de l'Administration Reagan il y eut une plus grande compréhension de la position marocaine de la part des U.S.A. mais il ne put dire sans équivoque que les U.S.A. acceptent le contrôle par le Maroc du territoire saharien.
- *Les menaces que peut percevoir le Maroc n'apparaissent plus en provenance de la Lybie* comme c'était le cas en 1980-81. Aujourd'hui les principales préoccupations marocaines semblent être le Polisario lui-même et le déséquilibre chronique de ses relations avec l'Algérie. Évoquant un équilibre régional plus large, le Maroc parla simulta-

nément de sa coopération militaire avec la Tunisie dans un contexte où étaient mentionnées les menaces lybiennes sur la sécurité de la Tunisie.

- *Immédiatement après la visite du roi Hassan II, un accord d'accès et de transit à travers le Maroc fut signé le 27 mai 1982 par le secrétaire d'État Alexander Haig et le ministre des Affaires étrangères Boucetta.* De nombreux préalables doivent être réalisés pour que l'accord serve le but voulu : améliorer les possibilités d'intervention rapide des U.S.A. vers le golfe Persique ou d'autres zones menacées, investir en ressources et en temps pour rendre utilisables par l'aviation américaine les pistes d'atterrissage et les équipements marocains, déterminer les meilleurs sites au Maroc destinés à ce programme (à ce jour aucune visite d'inspection n'a eu lieu).

La mission d'étude comprit que l'on se posait des questions à propos de ce retard apparent, mais n'a pas pu savoir clairement pourquoi l'accord avait été signé si rapidement.

La mission d'étude fut surprise par l'interprétation que quelques marocains donnèrent de cet accord : certains y voyaient la preuve d'un engagement américain pour fournir au Maroc un parapluie de sécurité, le signe d'une future générosité des U.S.A., le témoignage d'une préoccupation sur la stabilité et la sécurité nationale du Maroc. La Mission constata qu'une telle interprétation ne correspondait pas à celle perçue à Washington, par l'Exécutif ou le Congrès. Ceci pourrait conduire à des déceptions, voire à des désillusions pour les éléments de l'élite marocaine qui ont accueilli l'accord avec enthousiasme. Un manque, inexplicé, de précisions sur les fondements de l'accord et sur sa planification apparut. Un officiel de l'Administration confia que les projets d'utilisation des bases marocaines demeurait encore à un haut niveau d'abstraction. La Mission avança que ceci avait, de manière inutile, suscité des questions embarrassantes chez les autres états de la région.

- *La Mission d'étude observe que le changement qualitatif intervenu dans l'assistance militaire fournie par les U.S.A. pourrait avoir un impact négatif sur l'accomplissement d'une solution politique au Sahara Occidental.* Après l'incident de Guelta Zemmour, les U.S.A. fournirent au Maroc un entraînement des pilotes et des commandos afin de contrer les S.A.M. 6. Mais le savoir-faire, (particulièrement des commandos) peut servir à d'autres fins, notamment anti-insurrectionnelles. Les U.S.A. ont équipé le Maroc en bombes à fragmentation et en radars aériens de reconnaissance. D'après des officiels marocains, les États-Unis ont aussi commencé à fournir au Maroc une assistance technique pour connaître les mouvements et les bases de repli du Polisario au Sahara Occidental. *Cette assistance concrète, et la valeur symbolique de ce type de coopération militaire, vont à l'encontre de l'engagement des U.S.A. d'œuvrer pour une solution politique.*

ASPECTS DIPLOMATIQUES DE LA POLITIQUE AMÉRICAINNE ACTUELLE

- Les U.S.A. ont uniformément maintenu leur sou-

ten aux efforts de groupes régionaux et internationaux pour résoudre le conflit, et ne recherchent pas un rôle de médiateur direct. *Ils ont souvent fait état de leur désir d'une solution dans un contexte africain, et ont en conséquence soutenu le travail du Comité des Sages et celui du Comité de mise en œuvre établis par l'O.U.A.*

- Au cours de l'année écoulée la convocation de l'O.U.A. a connu des difficultés, dues en partie à la controverse sur le statut de la R.A.S.D., l'« État » du Polisario, et en partie à l'absence de consensus sur la présidence lybienne de l'Organisation. En février 1982, le président Kodjo avait admis la R.A.S.D. à une réunion ministérielle de l'O.U.A. à Addis Abeba. Certains contestant la légalité d'une telle décision, il se créa une rupture majeure dans l'Organisation. La Maroc organisa alors un boycott du sommet de l'O.U.A., à Tripoli en juillet dernier, qui ne put atteindre le quorum nécessaire.
- *Localement, les U.S.A. ont été soupçonnés d'avoir agi activement contre la tenue du sommet de l'O.U.A.* (probablement autant à cause de leur position opposée à Kaddafi qu'à cause de la question du Sahara) et d'avoir travaillé au profit de la position marocaine aux Nations Unies (faisant pression pour empêcher l'inscription du Sahara Occidental à l'agenda du Comité de décolonisation en novembre 1981).
- *Des diplomates américains récusent ces charges et affirment qu'ils avaient pour consigne explicite de ne pas intervenir directement dans la controverse africaine* à propos de la réunion de l'O.U.A. à Tripoli, pour éviter notamment d'être rendus responsables de l'écroulement de l'O.U.A. Le Gouvernement marocain exprima également son désaccord vis-à-vis de ce point de vue.
- *Des officiels américains reconnaissent cependant que les U.S.A. espéraient voir Kaddafi privé d'un Sommet réussi.* Ils firent part de cette vision à des amis en Afrique. En février 82, il apparut que les États-Unis encourageaient les états africains au boycott des réunions ministérielles de l'O.U.A. en raison de la controverse sur la participation du Polisario à ces réunions.
- *En définitive, certains officiels américains pensent que le rôle le plus constructif des U.S.A. pour aider à la solution du conflit serait de renforcer les perspectives de contacts directs entre le Maroc et l'Algérie — rôle qu'il serait souhaitable de tenir discrètement.*

PERCEPTIONS DE LA POLITIQUE AMÉRICAINNE

PAR LE MAROC :

- *Le ton des relations maroco-américaines était jovial.* Les Marocains, autant en cercles officiels qu'à titre privé, célébraient ce qu'ils considèrent comme une ère nouvelle de coopération et un retour des U.S.A. à une plus grande appréciation de leur pays. Certains faisaient allusion au besoin de tenir les promesses faites et espéraient que le Maroc mériterait une augmentation de l'aide et de l'assistance technique américaines. Le plus souvent les Marocains refusèrent courtoisement

d'évoquer les différences de points de vue entre eux et les U.S.A. sur le statut du territoire. *La mission d'étude n'observa pas chez eux d'âpreté pour pousser les U.S.A. à reconnaître leurs revendications sur le territoire disputé. Par contre, ils avancèrent que la réponse américaine aux demandes faites fin 1981 était une preuve que les U.S.A. partagent leurs craintes et qu'il est nécessaire d'établir un équilibre dans la zone de guerre.*

PAR L'ALGÉRIE :

- *Les officiels algériens furent très critiques sur le changement des relations maroco-américaines, qui introduisait un nouvel intervenant extérieur et malvenu, dans la région et dans le conflit. L'Algérie a toléré, sans répercussion grave sur ses relations bilatérales avec les U.S.A., les armes vendues jusqu'à présent au Maroc. Mais l'augmentation notable du personnel militaire américain au Maroc, la perspective d'exercices militaires communs et la mise en place active de l'accord sur les bases militaires au Maroc, préoccupent fortement Alger. Les Algériens redoutent également que les tendances actuelles de la politique américaine ne rendent plus difficile l'obtention d'une solution négociée. Profitant de son ascendant sur l'une des parties, les U.S.A. pourraient jouer un rôle plus constructif et pousser à une négociation. La thèse américaine plaçant ce conflit dans un contexte Est-Ouest a été vivement réfutée. Mais les U.S.A., comme ce fut le cas à Cuba, pourraient bien forcer le Polisario à se tourner vers l'Union soviétique.*
- Les officiels algériens réitérèrent leur consternation sur la non-identification des U.S.A. à la lutte du peuple sahraoui pour l'autodétermination et sur l'abandon des principes généralement associés à la démocratie américaine. Ils reconnurent que leur soutien au Polisario résulte d'intérêts propres : couper court à d'autres revendications territoriales régionales par le Maroc (le Traité de Frontière entre le Maroc et l'Algérie n'a jamais été ratifié par le Parlement Marocain). Les Algériens rendirent les U.S.A. partiellement responsables de la rupture du processus engagé par l'O.U.A. à Addis-Abeba en 1982.

PAR LE POLISARIO :

- Les dirigeants sahraouis du Polisario ont reçu la mission d'étude dans leur camp de réfugiés au Sud-Ouest de l'Algérie. *La position du Polisario a été nette vis-à-vis de ce qu'ils considèrent comme l'intervention déstabilisatrice américaine dans le conflit depuis Guelta Zemmour. Ils ont exprimé leur regret sur le changement de ton et sur la fréquence des contacts des officiels américains depuis l'Administration Carter. Ils considèrent les contacts avec le Congrès comme un moyen important pour atteindre le peuple américain. Ils exprimèrent également l'espoir qu'après le règlement de la crise actuelle des liens fructueux et positifs puissent les unir aux U.S.A. Ils évoquèrent leur intérêt pour une aide américaine éventuelle.*
- *Des armes prises à l'ennemi marocain furent présentées notamment des armes fabriquées au U.S.A. : radar de surface, bombes à fragmentation, missiles T.O.W., mines, fusils de 106 mm, Howitzer de 105 mm, épave de F-5. L'utilisation par les marocains de bombes à fragmentation en*

1982 a été considérée par le Polisario comme le signe le plus déprimant de l'opposition américaine à la cause sahraoui. Ils insistèrent sur le fait qu'ils étaient non seulement numériquement désavantagés par rapport au Maroc mais aussi qu'ils ne bénéficient ni d'accords militaires ni de conseillers extérieurs. *Ils laissèrent entendre qu'en raison des changements récents des liens militaires maroco-américains leur non-alignement pourrait être revu et un soutien extérieur plus poussé pourrait être recherché. Ils se montrèrent particulièrement préoccupés par l'assistance en entraînement et en reconnaissance fournie au Maroc par les U.S.A.*

- *Les visites officielles de personnels militaire et diplomatique américains, tout comme la collaboration, déguisée sous forme d'un contrat civil, entre le gouvernement marocain et la firme Westinghouse, sont ressenties comme une présence militaire directe des U.S.A. sur le territoire. Westinghouse a en effet installé, avec l'approbation du gouvernement américain, un système électronique de défense aérienne pour le Maroc et la partie du Sahara Occidental occupée. Une participation limitée du gouvernement américain est intervenue en phase finale de financement du projet. Le Polisario considère cette présence technique comme ayant des répercussions militaires. Le Secrétaire Général du Polisario dit qu'il accepterait la neutralité comme politique des U.S.A. mais la crédibilité américaine a été remise en cause par le soutien apporté à l'« agresseur ».*

PAR LA FRANCE :

- Dans ses rencontres avec des officiels français (au Palais de l'Élysée, au ministère des Relations extérieures, et au Parti socialiste) la mission d'étude observa que les Français mettent l'accent sur les intérêts et les préoccupations communes des U.S.A. et de la France. Ils minimisèrent ce que certains observateurs considèrent comme des approches très éloignées de nos deux pays sur la région. En dépit de l'impression, largement partagée à l'étranger, d'une détérioration des liens entre le Maroc et la France depuis l'arrivée du gouvernement Mitterrand, et de l'amélioration de ses relations avec l'Algérie, *les responsables politiques français rencontrés ont souligné la continuité fondamentale de politique de la France vis-à-vis du Maroc même s'ils essayent de réparer et de consolider leurs liens avec l'Algérie. C'est particulièrement au sein des représentants du Parti socialiste que l'attachement à la cause du Polisario était le plus marqué.*
- *Pour les ventes d'armes, il nous a été dit que ce sont premièrement les contraintes financières pesant sur le Maroc, et non une politique nouvelle de la part de la France, qui empêchent de nouvelles ventes d'armes à Rabat. Les Français insistèrent sur leur préoccupation, commune avec les États-Unis, pour maintenir de bonnes relations et avec le Maroc et avec l'Algérie, même si elles sont différentes dans le ton.*
- Des officiels français, ainsi que des diplomates américains à Rabat, insistèrent sur l'absence de compétition réelle entre la France et les U.S.A. Ils soulignèrent plutôt la complémentarité des deux pays quant aux finalités commerciales et aux fournitures en armes...
- Des officiels américains nous confièrent qu'aucun effort véritable de coordination ou de consulta-

tion sur des projets de vente d'armes et des programmes d'entraînement n'avait eu lieu. Comme les U.S.A., les officiels français dirent ne pas rechercher un rôle direct dans les négociations, mais prendrait en considération une telle demande de la part des partis concernés. Ils soutiennent le processus de l'O.U.A. en tant que solution pragmatique même si elle n'est pas idéale.

- *La critique principale formulée par les français à l'encontre de la politique américaine porte plutôt sur le ton et le style.* Quelques leaders français laissèrent entendre que ce pourrait être un mauvais choix que d'avoir autant privilégié nos relations avec l'une des puissances régionales plutôt qu'avec l'autre. Les démonstrations explicites et publiques de l'amitié américaine au Maroc pourrait signifier le « baiser de la mort » pour le gouvernement marocain. Les Français préféreraient une approche américaine plus modeste et plus discrète.
- *Il apparaît que la politique de la France a été plus orientée vers le développement d'une amélioration des relations maroco-algériennes que n'a pu l'être la politique des États-Unis, bien que cette notion ait trouvé un écho dans la pensée officielle américaine à Rabat.* C'est ici que les chances d'une complémentarité existent, par le contact plus grand entre la France et l'Algérie, et les possibilités d'efforts réels des U.S.A. vis-à-vis du gouvernement marocain.

DATES ET OCCASIONS DE RENCONTRES DE LA MISSION D'ÉTUDE AVEC DES OFFICIELS FRANÇAIS

- * *Lundi 30 août 1982 à Rabat* : dîner de travail offert par le Chargé d'Affaires Américain avec des membres de la Communauté Diplomatique accrédités au Maroc dont des envoyés français, espagnols et soviétiques, ainsi que des marocains éminents.
- * *Vendredi 3 septembre 82 à Paris* :
 - Rencontre avec M. Raoul WEEEXSTEEN, du secrétariat international du Parti socialiste, responsable pour l'Afrique du Nord.
 - Rencontre avec M. Daniel JUNQUA, correspondant du Monde pour l'Afrique du Nord.
 - Rencontre avec M. Hubert VÉDRINE, conseiller en Politique étrangère du président Mitterrand.
 - Rencontre avec M. Serge BOIDEVAIX, directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient et M. VALBIERRE du ministère des Relations extérieures.
 - Rencontre avec M. Jacques HUNTZINGER, secrétaire national pour les Affaires internationales au Parti socialiste.
- * *Samedi 4 septembre 82 à Alger* : dîner de travail offert par l'Ambassadeur des États-Unis avec les responsables des Missions Française et Espagnole, ainsi que des officiels algériens.

LE MOIS AU SAHARA

— 16 avril : Hakim Ibrahim annonce qu'un ambassadeur de la R.A.S.D. va être nommé au Zimbabwe.

— 19 avril : L'A.L.P.S. arraisonne un chalutier portugais au large de la R.A.S.D.

— 20 avril : Le sous-secrétaire d'État Américain, M. Eagleburger, s'entretient à Rabat avec le secrétaire d'État Marocain aux Affaires étrangères, M. Azi, de la situation dans le N.O. africain.

• Le F.P. appelle les États-Unis à adopter une politique équilibrée entre le Maroc et la R.A.S.D., se déclare prêt au dialogue avec le gouvernement américain pour un avenir de paix dans la région et rappelle que la sous commission pour l'Afrique de la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants a réduit de 100 à 50 millions de dollars les crédits d'aide militaire demandés par le gouvernement de M. Reagan pour le Maroc.

• L'A.L.P.S. fait état de pilonnages intensifs des F.A.R. à Khreibichat, Laarhidka et Lemsyed au nord de la R.A.S.D. et au sud du Maroc.

— 22 avril : La C.G.E. Alsthom signe un contrat de 650 millions de francs avec le Maroc.

— 24 avril : Réunion à Tanger des partis de l'Istiqlal (Maroc), du F.L.N. (Algérie) et du Parti socialiste destourien (Tunisie) pour célébrer le 25^e anniversaire de la charte de Tanger visant à mettre au point la voie devant conduire à l'édification du grand Maghreb.

— 29 avril : M. Abdelaziz effectue une visite de deux jours au Burundi puis au Congo.

— 5 mai : Le prince Ben Abdelaziz, ministre saoudien de la Défense, effectue un voyage officiel au Maroc.

— 7 mai : M. Penne, conseiller auprès

de M. F. Mitterrand pour les Affaires africaines, et son adjoint M. J.C. Mitterrand effectuent un voyage de 24 h au Maroc.

— 16 mai : Procès à Rabat de 33 membres radicaux de l'U.S.F.P. suite à leur arrestation par la police après les affrontements ayant eu lieu le 8 mai à l'occasion de la réunion du comité central de l'U.S.F.P.

• Réunion à Washington de la 21^e commission militaire maroco-américaine.

— 19 mai : Hassan II reçoit le secrétaire d'État libyen aux Affaires étrangères.

— 20 mai : En territoire libéré de la R.A.S.D. cérémonies du 10^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée par le F.P.

— 21 mai : M. Hakim Ibrahim déclare que le grand Maghreb doit englober nécessairement la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la R.A.S.D. et la Mauritanie et

— passe par le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

— 26 mai : Intense activité diplomatique au Maghreb en vue de l'éventuelle réunion d'un prochain sommet des chefs d'État du grand maghreb.

— 28 mai : L'Algérie et le Maroc signent un accord sur la circulation des biens et des personnes ainsi que sur l'ouverture des lignes aériennes et ferroviaires entre les deux pays.

— Un envoyé spécial de Hassan II se rend à Tunis après avoir séjourné à Alger.

— 29 mai : Le Président Bourguiba effectue une visite officielle de trois jours à Alger accompagné d'une importante délégation tunisienne.

— 31 mai : Le Chef d'État Mauritanien, le lieutenant-colonel Ould Haïdalla, arrive à Alger pour une visite de travail et d'amitié.

• M. Abdelaziz demande à la France d'observer une neutralité absolue dans le conflit R.A.S.D.-Maroc. Il souligne qu'un dialogue et une concertation sont en cours entre le F.P. et le P.S.

• Des manifestations populaires sahraouies se sont déroulées dans les territoires occupés de la R.A.S.D. à l'occasion du 10^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée.

— 1^{er} juin : Sommet intermaghrébin tripartite à Alger entre les chefs d'États de Tunisie, de Mauritanie et d'Algérie.

— 9 juin : Ouverture à Addis Abeba du 19^e sommet de l'O.U.A. La R.A.S.D., en tant que membre de l'O.U.A., pour permettre la tenue de ce 19^e Sommet a décidé volontairement et temporairement de ne pas participer à ce sommet.

— 11 juin : Les Chefs d'État et de gouvernement africains réunis à Addis Abeba adoptent par consensus une résolution sur le Sahara Occidental demandant au Maroc et au Front Polisario d'entamer des négociations directes qui devront mener à un cessez-le-feu visant à créer les conditions nécessaires pour un référendum sans aucune contraintes administratives et militaires en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental.

— 12 juin : Plusieurs journaux marocains dénoncent les graves irrégularités qui ont marqué selon eux les dernières élections municipales et communales du 11 juin dernier.

— 13 juin : Monsieur Abdelaziz, Président de la R.A.S.D., est reçu à Addis Abeba par M. Abdou Diouf, Président du Sénégal.

— 22 juin : La société française Framatome est chargée par le Maroc de faire une étude de faisabilité pour une centrale nucléaire de 600 M.W., centrale qui pourrait être alimentée en uranium extrait des phosphates marocains.

— 27 juin : Conférence de presse à Paris d'Hakim Ibrahim.

— 1^{er} juillet : Visite à Rabat du Colonel Khadafi pour une séance d'amitié et de travail. La dernière visite du chef de l'État Libyen au Maroc remonte à 1969.

— 5 juillet : Le Maroc et la Libye décident de constituer une commission mixte en vue de resserrer les liens de fraternité entre les peuples marocains et libyens. Ces deux pays réaffirment leur ferme volonté d'œuvrer en vue d'assainir et de canaliser la position arabe face aux dangers qui menacent la Nation Arabe.

— 9 juillet : Le roi Hassan II annonce le report des élections législatives en raison du référendum d'autodétermination prévu au Sahara Occidental. « Rien n'obligera le Maroc à offrir sur un plateau d'argent notre Sahara à un ramassis de mercenaires » déclare aussi Hassan II.

— 10 juillet : Le F.P. déclare « le roi Hassan II rejette catégoriquement, dans l'esprit et dans la lettre, la résolution du récent sommet de l'O.U.A. concernant le règlement du conflit du Sahara occidental.

— 12 juillet : Le F.P. annonce qu'une attaque de grande envergure des F.A.R. a lieu à Lemseyed et déclare que cette bataille est une réponse claire et précise aux récentes déclarations de Hassan II.

— 13 juillet : Annonce à Rabat d'un très strict plan d'austérité qui souligne la dégradation de la situation économique marocaine. Endettement extérieur marocain : 10 milliards de dollars fin 82.

— 14 juillet : Le F.P. annonce qu'à la bataille de Lemseyed de nouvelles armes livrées très récemment par la France (hélicoptères équipés de missile air-sol) ont fait leur apparition.

— 20 juillet : Pour faire face à la crise agro-alimentaire marocaine, les États-Unis vont livrer 200 000 tonnes de blé au Maroc.

— 3.8.83 : Intense pilonnage des F.A.R. par l'A.L.P.S. à Smara et Ras El Khanfra. Poursuite des combats dans la région de Lemseyed où des missiles « Maverick » de fabrication américaine ont été utilisés par les F.A.R. ce qui n'a pas empêché l'A.L.P.S. d'investir les positions marocaines.

— 5.8.83 : Le Maroc connaît de graves difficultés économiques liées à la crise mondiale, à la hausse du dollar, à une troisième année de sécheresse, à la guerre contre la R.A.S.D. et à l'effondrement des cours du phosphate ; enfin, l'aide monétaire des pays du Golfe qui soutenaient le Maroc va cesser.

— 7.8.83 : Monsieur Marchais exprime son adhésion aux décisions du 19^e sommet de l'O.U.A. sur le conflit du Sahara Occidental.

— 19.8.83 : Signature d'un accord hispano-marocain sur la pêche. Cet accord stipule, entre autres, que du cap Bojador au cap Blanc une zone de 22 milles marins est déclarée zone de sécurité par les autorités marocaines et interdite au pêcheurs espagnols.

— 25.8.83 : Visite à Rabat du ministre tunisien des Affaires étrangères et du ministre libyen de l'Économie.

— 30.8.83 : Le ministre marocain des Finances se rend au Koweït pour étudier le renforcement des relations économiques entre les deux pays.

— 30.8.83 : Le dirham marocain est dévalué de 10 %.

— 5.9.83 : Madame Kirkpatrick, représentante permanente des États-Unis à l'O.N.U., se rend à El Ayoun durant son voyage au Maroc.

— 6.9.83 : Le Front Polisario dénonce comme un acte de provocation la visite à El Ayoun de Madame Kirkpatrick qui « est allée s'informer sur place de l'état des installations militaires marocaines qui équipent le mur ».

— 6.9.83 : Violents combats à Smara avec occupation des points d'appuis marocains par l'A.L.P.S. Depuis le début du mois de juillet le Front Polisario redonne la parole aux armes. Les offensives de l'A.L.P.S. démontrent sa capacité à frapper au-delà du mur et confirment la détermination du Front Polisario à forcer le roi Hassan II à négocier directement avec lui. Les dernières opérations militaires ont lieu au moment où Monsieur Bush, Vice-Président des États-Unis, effectue son premier voyage au Maghreb (Rabat, Alger, Tunis), voyage qui fait suite à celui de Madame Kirkpatrick au Maroc.

— 9.9.83 : L'Éthiopie assure la présidence du comité de mise en œuvre de l'O.U.A. sur le Sahara Occidental. Ce comité se compose des pays suivants : Éthiopie, Guinée, Malï, Nigeria, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie.

— 11.9.83 : Monsieur Mauroy effectue un voyage de 24 heures en Algérie.

— 14.9.83 : Après le Maroc, Monsieur Bush se rend à Alger où il qualifie l'Algérie de chef de file des pays non alignés.

— 23.9.83 : Le Maroc ayant refusé toute discussion directe avec le Front Polisario sous les auspices du comité de mise en œuvre de l'O.U.A., le mini-sommet d'Addis Abeba a été ajourné *sine die*.

— 29.9.83 : Monsieur Ould Salek, responsable des relations extérieures du Front Polisario, est reçu à Nouakchott par le chef d'État mauritanien, Monsieur Ould Haïdalla.

— 8.10.83 : Monsieur Mauroy effectue un voyage de 48 heures en Algérie.

— 10.10.83 : L'A.L.P.S. abat un Mirage F1 à Smara.

**TEXTE DE LA RÉSOLUTION ADOPTÉE
PAR LE 19^e SOMMET DE L'O.U.A.
A ADDIS ABEBA (ÉTHIOPIE)
SUR LE SAHARA OCCIDENTAL**

« La conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, réunie en sa 19^e session ordinaire à Addis Abeba (Éthiopie) du 6 au 11 juin 1983.

« Ayant examiné le rapport du comité de mise en œuvre des chefs d'État sur le Sahara Occidental :

« Rappelant l'engagement solennel pris par sa majesté le roi Hassan II lors du 18^e sommet d'accepter l'organisation d'un référendum sur le Sahara Occidental en vue de permettre au peuple de ce territoire d'exercer son droit à l'autodétermination.

« Rappelant avec gratitude que sa majesté le roi Hassan II a accepté la recommandation de la 6^e session du comité ad hoc des chefs d'état sur le Sahara Occidental contenue dans le document AHG/103 (XVIII) B annexe I, ainsi que son engagement à coopérer avec le comité ad hoc dans la recherche d'une solution juste, pacifique et durable.

« Réaffirmant ses résolutions et décisions antérieures sur la question du Sahara Occidental et en particulier la résolution AHG/RES.103 (XVIII) du 27 juin 1981.

« 1) prend acte du rapport du comité de mise en œuvre des chefs d'État sur le Sahara Occidental.

« 2) exhorte les parties au conflit — le royaume du Maroc et le Front Polisario — à entreprendre des négociations directes en vue de parvenir à un cessez-le-feu visant à créer les conditions nécessaires pour un référendum pacifique et juste en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental, un référendum sans aucune contrainte administrative ou militaire, sous les auspices de l'O.U.A. et des Nations Unies, et demande au comité de mise en œuvre de veiller au respect du cessez-le-feu.

« 3) Invite le comité de mise en œuvre à se réunir dès que possible et en collaboration avec les parties au conflit pour définir les modalités et tout autre détail pertinent en vue de l'application du cessez-le-feu et de l'organisation du référendum en décembre 1983.

« 4) Demande aux Nations Unies d'installer conjointement avec l'O.U.A. une force de maintien de la paix et de la sécurité au cours de l'organisation du déroulement du référendum.

« 5) Donne mandat au comité de mise en œuvre de prendre avec la participation des Nations Unies, toutes les mesures nécessaires afin d'assurer l'exécution correcte de la présente résolution.

« 6) Demande au comité de mise en œuvre de faire rapport à la vingtième conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des résultats du référendum en vue de permettre au 20^e sommet de prendre une décision finale sur tous les aspects de la question du Sahara Occidental.

« 7) Décide de continuer à étudier la question du Sahara Occidental.

« 8) Demande au comité de mise en œuvre, dans le cadre de son mandat, de tenir compte des procès verbaux des 18^e et 19^e sessions ordinaires sur le problème du Sahara Occidental et à cet effet invite le secrétaire général de l'O.U.A. à mettre à la disposition du comité tous les textes des procès verbaux C sus-spécifiés.

« 9) Se félicite de l'attitude constructive des dirigeants sahraouis qui en se retirant volontairement et provisoirement ont permis au 19^e sommet de se réunir. »

Addis Abeba — 19^e sommet de l'O.U.A.

Adhérez à l'Association des Amis de la R.A.S.D., abonnez-vous à Sahara-Info :

Soutenez le combat du peuple sahraoui pour son indépendance, contribuez au développement de la R.A.S.D., renforcez la paix et l'amitié entre les peuples du Maghreb en devenant amis de la R.A.S.D.

NOM adresse
Prénom

Je désire adhérer	100 F	Étudiants, retraités, chômeurs, ... : Adhésion	50 F
Je désire m'abonner à « Sahara-Info »	50 F	Abonnement	50 F
Je désire adhérer et m'abonner à « Sahara Info »	150 F	Adhésion + abonnement	100 F